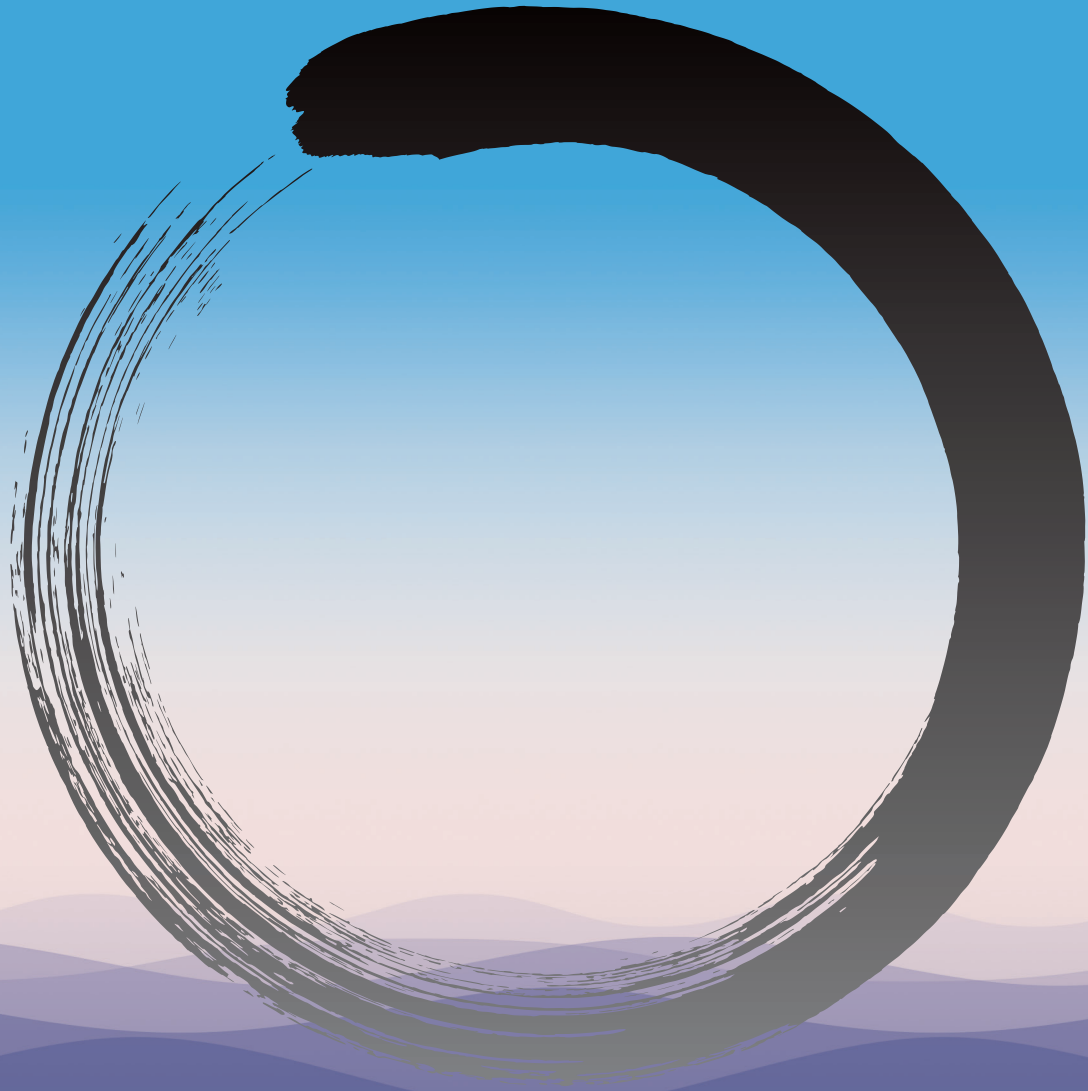


Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres

Paris, 2-3 mai 2024



RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AUX MINISTRES SUR LES RELATIONS MONDIALES DE L'OCDE

**RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
AUX MINISTRES SUR LES RELATIONS
MONDIALES DE L'OCDE**

TABLE DE MATIÈRES

RÉSUMÉ EXÉCUTIF	3
MISE EN ŒUVRE DES PRIORITÉS DE L'OCDE EN MATIÈRE DE RELATIONS MONDIALES	6
I. LES RELATIONS MONDIALES DANS UN ENVIRONNEMENT MONDIAL EN MUTATION.....	6
II. PRINCIPALES RÉALISATIONS DE L'OCDE EN MATIÈRE DE RELATIONS MONDIALES EN 2023-24.....	7
A. L'élargissement de la portée et de l'impact des travaux et normes de l'Organisation au niveau international par le biais de son engagement actif avec le G20, le G7, l'APEC et l'ONU	8
B. Renforcement de la collaboration à l'échelon national avec les Partenaires clés et dans le cadre des programmes par pays	10
C. Une forte influence et un impact marqué à l'échelle régionale, avec un accent sur le développement durable	13
C1. Le rayonnement et l'impact de l'OCDE dans les différentes régions du monde	13
Une attention plus soutenue à l'égard de la région indopacifique et un élan croissant en faveur du Programme régional pour l'Asie du Sud-Est.....	13
Un nouveau partenariat stratégique OCDE-Afrique', sur un pied d'égalité.....	13
Un engagement renforcé auprès du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) dans un contexte d'instabilité croissante de la région	14
Un soutien à l'Eurasie dans le contexte de la guerre d'agression que la Russie continue de mener contre l'Ukraine	14
Une attention renouvelée pour une croissance respectueuse de l'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes (ALC).....	15
Un impact sur l'action publique en Europe du Sud-Est dans une période difficile pour la région.....	16
C2. Un accent plus prononcé sur les Objectifs de développement durable (ODD)	16
III. DÉFIS ET PERSPECTIVES	19
ANNEXE A. MISE EN ŒUVRE DES OUTILS DE L'OCDE À L'APPUI DES RELATIONS MONDIALES EN 2023-24.....	21
Partenaires clés	21
Approches régionales et par pays	23
Coopération avec d'autres organisations internationales et forums mondiaux	29
ANNEXE B. ADHÉSION AUX INSTRUMENTS JURIDIQUES DE L'OCDE ET PARTICIPATION AUX TRAVAUX DES ORGANES DE L'OCDE.....	31
Adhésions	32
Partenariats	33

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

En sa qualité d'organisation pluridisciplinaire, dont les travaux reposent sur des données concrètes et dotée d'un fort pouvoir de rassemblement propice au dialogue sur les politiques publiques et à la coopération multilatérale entre les pays à tous les stades de développement, l'OCDE est bien placée pour s'attaquer aux défis mondiaux d'une manière qui sert à la fois ses Membres et les non-Membres. Les répercussions persistantes de la pandémie de COVID-19, l'impact de la guerre d'agression menée actuellement par la Russie contre l'Ukraine et les conflits en évolution au Moyen Orient inscrivent les relations extérieures de l'OCDE dans un contexte difficile. Or, la coopération internationale est plus nécessaire que jamais pour atteindre les objectifs communs - notamment les transitions écologique et numérique, la sécurité alimentaire et énergétique, un commerce libre et équitable, une croissance économique durable et inclusive, et la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

L'an dernier, l'OCDE a encore renforcé ses initiatives de relations mondiales afin de servir de passerelle entre les économies avancées, émergentes et en développement, et a continué de relever les défis communs posés à l'action publique à notre époque, notamment par les actions suivantes :

- **Élargissement stratégique de l'OCDE :** Les avancées des processus d'adhésion du Brésil, de la Bulgarie, de la Croatie, du Pérou et de la Roumanie, la confirmation de l'Argentine de progresser dans le processus d'adhésion ainsi que l'ouverture des discussions d'adhésion avec l'Indonésie sont fondamentales pour la diffusion des normes et des meilleures pratiques de l'OCDE, et contribueront à consolider plus avant son influence régionale et mondiale. Après une décennie de coopération croissante, l'Indonésie et la Thaïlande ont demandé à adhérer à l'OCDE en vue de poursuivre leur transformation structurelle vers un statut d'économie avancée.
- **Ciblage résolu sur la région indopacifique :** L'ouverture en direction de la région indopacifique reste une priorité stratégique de l'OCDE, ainsi que le souligne le Cadre stratégique pour la région indopacifique approuvé par le Conseil lors de la Réunion du Conseil au niveau des Ministres (RCM) de 2023. Le Programme régional pour l'Asie du Sud-Est (SEARP), qui fêtera ses dix années d'existence lors de la RCM de 2024, a facilité la convergence croissante de la région vers les normes et les pratiques optimales de l'OCDE, et accompagné efficacement les pays d'Asie du Sud-Est dans leurs initiatives à l'appui de la reprise économique après la pandémie. La coopération avec le Viet Nam et Singapour a été approfondie, et une deuxième phase du Programme-pays relatif à la Thaïlande a été lancée. L'édition 2023 du Forum ministériel de l'OCDE sur l'Asie du Sud-Est était axée sur les conditions nécessaires pour permettre à l'Asie du Sud-Est d'attirer un investissement plus durable et de qualité. Par ailleurs, l'engagement de l'Organisation auprès de la région s'est renforcé via la coopération régionale avec l'ASEAN et la coopération bilatérale avec l'Inde, notamment dans le contexte de la présidence indienne du G20 en 2023. Les travaux avec la République populaire de Chine (Chine) se sont poursuivis dans des domaines présentant un intérêt commun, tels que le changement climatique et la fiscalité.
- **Renforcement de l'engagement auprès de l'Afrique :** L'OCDE a accentué son engagement auprès de l'Afrique dans le cadre du Partenariat Afrique-OCDE, d'un protocole d'accord avec l'Union africaine et du lancement de la Plateforme virtuelle d'investissement en Afrique, qui vise à contribuer à stimuler l'investissement privé et à renforcer la mobilisation des ressources intérieures. Le Partenariat OCDE-Afrique accorde la priorité à la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange continental africain. Il renforce les liens avec les communautés économiques régionales africaines et facilite la mise en œuvre de réformes à l'échelon national, en mettant à profit l'expertise de l'OCDE et sa collaboration avec des parties prenantes africaines. Les activités de coopération en cours seront encore renforcées dans des domaines tels que les échanges et l'investissement, l'intégration régionale, l'infrastructure, la fiscalité, les chaînes d'approvisionnement en minerais, le développement durable, les statistiques, les compétences et l'éducation. Chaque année, plus de 20 000 responsables officiels participent aux programmes

d'assistance technique de l'OCDE menés en coopération avec le Forum sur l'administration fiscale africaine. Ces programmes ont par ailleurs aidé plus de 15 pays d'Afrique à mettre en œuvre le Cadre inclusif sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS) et les réformes des prix de transfert. Les programmes-pays en cours avec l'Égypte et le Maroc ont eu des retombées concrètes en termes de croissance économique durable et inclusive, et un nouveau programme-pays avec Maurice a été approuvé par le Conseil. Enfin, le lancement d'un Programme de travail conjoint avec l'Afrique du Sud est une autre étape importante dans l'engagement de l'OCDE auprès du continent, notamment à l'approche de la présidence sud-africaine du G20 en 2025.

- Un engagement sans faille aux côtés de l'Ukraine :** L'OCDE maintient résolument son engagement aux côtés de l'Ukraine, un Membre potentiel de l'Organisation. Le Programme-pays de l'OCDE pour l'Ukraine a contribué à faire progresser la réforme de l'administration publique ukrainienne, la lutte contre la corruption, la gouvernance des entreprises publiques et les réformes du climat de l'investissement. Le Bureau de l'OCDE à Kyiv est désormais opérationnel et un Groupe des amis de l'OCDE a été créé au parlement ukrainien, ce qui renforcera encore l'impact du programme sur le terrain. L'Organisation a par ailleurs contribué sur le fond au « Plan pour l'Ukraine » élaboré par les autorités ukrainiennes en lien avec l'aide prévue par l'Union européenne au pays.
- Un dialogue sur les politiques publiques et des solutions adaptées aux principaux enjeux régionaux :** Les programmes régionaux qui englobent l'Eurasie, l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC), le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA) et l'Europe du Sud-Est ont continué de s'adapter à un contexte international difficile, en accordant une priorité croissante à la promotion de la résilience économique et du développement durable. Le Programme pour la compétitivité de l'Eurasie a assuré la promotion de normes et d'initiatives de l'OCDE en Europe orientale et en Asie centrale, a facilité la tenue d'un dialogue à haut niveau sur les politiques publiques dans le cadre de la Semaine de l'OCDE pour l'Eurasie, et renforcé son engagement auprès de la République de Moldova. Le Programme régional pour la région ALC a tenu sa première réunion ministérielle sur la durabilité environnementale au Costa Rica, et lancé un Plan d'action pour la résilience climatique et la neutralité dans la région. Dans la région MENA, l'OCDE a contribué à faire progresser les priorités régionales dans les domaines des échanges, de l'investissement, de la gouvernance et de l'autonomisation des femmes. Le Programme régional pour l'Europe du Sud-Est a accru son influence dans les Balkans occidentaux, en privilégiant les réformes économiques et en préparant les économies de la région à un avenir vert et numérique, ouvrant ainsi la voie à une convergence plus poussée vers l'Union européenne.
- Un engagement multilatéral stratégique via les forums mondiaux et les organisations internationales :** L'OCDE a affirmé son statut de partenaire fiable au sein du système multilatéral en apportant un soutien de fond à la Présidence indienne du G20 en 2023, la Présidence japonaise du G7 en 2023 et aux États-Unis lorsqu'ils ont accueilli l'APEC en 2023. Cette coopération a assuré l'alignement des recommandations formulées par ces forums sur les normes et les bonnes pratiques de l'OCDE. En dépit des défis croissants auxquels est confronté le système multilatéral, l'OCDE collabore efficacement avec le Brésil afin de soutenir la Présidence brésilienne du G20 en 2024 et avec le Pérou, qui accueillera le Sommet de l'APEC en 2024, et contribue aux programmes d'action des Nations Unies, en participant aux avancées en direction des ODD et en contribuant à dynamiser le financement du développement et à accélérer l'action climatique lors de la COP28. Une coopération plus étroite avec le système des Nations Unies restera une priorité à l'avenir, et l'OCDE continue de soutenir le renforcement de l'OMC par ses travaux sur les subventions et l'analyse du commerce numérique et de la facilitation des échanges et de l'investissement.

Alors que le monde connaît des bouleversements profonds, un dialogue et une coopération reposant sur des données concrètes restent fondamentaux pour faire face à des enjeux qui sont étroitement liés. Par son engagement avec l'extérieur, l'OCDE a accru son impact mondial dans des domaines stratégiques tels que la fiscalité, les échanges et l'investissement, les transitions écologique et numérique, la durabilité, l'éducation, l'inclusion et l'égalité des genres. Les instruments juridiques de l'OCDE totalisent un nombre d'adhésions par les non-Membres s'élevant à 1076, les normes de l'Organisation faisant office de passerelle - et non d'obstacle - à une collaboration inclusive avec les Partenaires et contribuant à l'harmonisation des règles du jeu à l'échelle mondiale. Plus de 140 juridictions coopèrent actuellement au BEPS et on estime que l'impôt minimum mondial proposé par l'OCDE devrait procurer un surcroît de recettes annuelles de l'ordre de 220 milliards USD, soit 9 % des recettes générées par l'impôt sur les sociétés. L'initiative « Inspecteurs des impôts sans frontières » de l'OCDE et du PNUD soutient les capacités des pays en matière de vérification fiscale et a permis le recouvrement de plus de 2 milliards USD de recettes fiscales supplémentaires dans 60 juridictions. Le Forum inclusif sur les approches d'atténuation des émissions de carbone (Forum inclusif) rassemble des pays qui représentent environ 85 % des émissions mondiales et qui se sont engagés à agir face au changement climatique. Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) a pesé sur le débat mondial relatif aux politiques d'éducation, avec un nombre record de 91 économies ayant participé à la dernière évaluation. En 2023, l'indice « Institutions sociales et égalité des genres » (SIGI) a mis au jour la discrimination fondée sur le genre dans les institutions sociales de 179 pays. L'OCDE continuera d'œuvrer à l'appui de l'élaboration de politiques meilleures pour une vie meilleure dans le monde entier, en mettant à profit son caractère interdisciplinaire et son rayonnement mondial.

MISE EN ŒUVRE DES PRIORITÉS DE L'OCDE EN MATIÈRE DE RELATIONS MONDIALES

I. LES RELATIONS MONDIALES DANS UN ENVIRONNEMENT MONDIAL EN MUTATION

1. Le paysage économique et géopolitique mondial est de plus en plus complexe, polarisé et instable. Au lendemain de la pandémie, à laquelle ont succédé les répercussions de la guerre d'agression menée actuellement par la Russie contre l'Ukraine et les conflits en évolution au Moyen Orient, les tensions géopolitiques demeurent une source majeure d'incertitude. L'environnement international actuel constitue un contexte difficile dans lequel l'OCDE doit mettre en œuvre ses relations mondiales, et rend encore plus nécessaire l'adoption d'approches stratégiques, adaptables et résilientes.

2. Alors que l'économie mondiale reste confrontée à des pressions inflationnistes, des taux d'intérêt élevés et des échanges atones, la croissance du PIB mondial, dont les estimations font état d'une hausse de 3.1 % en 2023, devrait ralentir à 2.9 % en 2024, avant de repartir à la hausse à 3.0 % en 2025¹. La répartition de la croissance reste inégale, les marchés émergents tirant de manière générale bien mieux leur épingle du jeu que les économies avancées. Les économies émergentes asiatiques devraient rester à l'origine de l'essentiel de la croissance mondiale en 2024-25, comme elles l'ont été les années précédentes.

3. En 2024, l'année électorale la plus importante de l'histoire, plus de 4 milliards de personnes dans des pays représentant plus de 50 % de la population mondiale seront envoyées aux urnes. Alors que le monde continue d'être confronté à des défis importants, de la sécurité alimentaire à la stabilité macroéconomique, la mésinformation et la désinformation, ainsi qu'au changement climatique, des relations extérieures efficaces et des partenariats stratégiques avec des pays et des organisations pertinents sont devenus une condition indispensable au maintien de la pertinence et de l'impact de l'OCDE.

4. Dans cet environnement stratégique, l'OCDE, forte de sa vaste expertise, de son approche reposant sur des données concrètes et de son pouvoir fédérateur, apporte, en réponse à des enjeux mondiaux, des solutions qui servent à la fois ses Membres et ses Partenaires à tous les stades de développement. Il reste tout aussi important, pour l'Organisation, de travailler en collaboration encore plus étroite avec d'autres organisations internationales et régionales, notamment le système des Nations Unies, afin d'encourager une action stratégique collective et des synergies sur les questions nouvelles et émergentes, tout en atténuant les risques de redondance et de normes internationales concurrentes.

5. L'année dernière, l'Organisation a continué d'intensifier son engagement auprès de ses Partenaires aux échelons national, régional et mondial, en consolidant sa position d'intermédiaire fiable et inclusif. D'après l'enquête 2023 de l'OCDE auprès des parties prenantes à laquelle ont répondu 3 300 personnes de quelque 150 pays, l'OCDE est perçue comme étant la plus pertinente de toutes les organisations internationales citées dans l'enquête, 93 % des responsables de l'action publique et 92 % des parties prenantes qui y sont associés la jugeant pertinente. L'OCDE prépare par ailleurs actuellement l'édition 2024 de l'enquête auprès des parties prenantes, dans le but spécifique d'acquérir une meilleure compréhension des parties prenantes dans les pays non-Membres.

6. Sur la base de ses capacités pluridisciplinaires uniques, l'OCDE a continué l'an dernier de répondre à une demande croissante de partage des connaissances et de conseil pour les politiques

¹ Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire, février 2024.

publiques reposant sur des données concrètes, en aidant les pays à s'attaquer aux enjeux économiques structurels et à renforcer leur résilience face aux chocs économiques. En dépit des risques de fragmentation auxquels fait face le système multilatéral, la concrétisation des objectifs mondiaux communs - tels que les transitions écologique et numérique, la sécurité alimentaire et énergétique et la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) - est intrinsèquement tributaire d'une coopération internationale efficace entre les Membres et les Partenaires de l'OCDE. Le renforcement de la coopération multilatérale est également primordial pour redynamiser le commerce mondial dans un monde interconnecté, où l'ouverture des marchés continue d'être une source majeure de prospérité à long terme pour tous.

II. PRINCIPALES RÉALISATIONS DE L'OCDE EN MATIÈRE DE RELATIONS MONDIALES EN 2023-24

7. Si l'OCDE n'a pas vocation à devenir une organisation universelle en termes de nombre de ses Membres, elle entend avoir un impact mondial, conformément à la Convention relative à sa création. Cela renforce sa pertinence et sa capacité à aider les pouvoirs publics des pays du monde entier à relever les principaux défis économiques, sociaux et environnementaux.

8. Elle continue de diffuser ses normes dans le cadre des **processus d'adhésion du Brésil, de la Bulgarie, de la Croatie, du Pérou et de la Roumanie**. La trajectoire en direction de l'adhésion à l'OCDE reste un processus porteur de transformations jouant un rôle de catalyseur à l'appui des réformes, compte tenu des efforts soutenus déployés par les candidats pour s'aligner sur les valeurs, les normes et les pratiques optimales de l'OCDE, et ayant un puissant effet de levier sur l'adoption de mesures de première importance dans un vaste spectre de domaines de l'action publique². Le 11 décembre 2023, le Président Milei a confirmé l'Adhésion de l'Argentine à la Vision d'avenir pour l'OCDE à l'occasion de son 60^e anniversaire, à la déclaration sur les conclusions politiques de la RCM de 2021, ainsi que l'engagement de l'**Argentine** d'entamer des discussions d'adhésion avec l'OCDE le plus rapidement possible. En conséquence, la feuille de route pour l'adhésion de l'Argentine, qui définit les conditions et le processus d'adhésion, a été adoptée par le Conseil le 26 mars 2024 [[C/MIN\(2024\)6](#)].

9. En concordance avec la priorité stratégique de l'Organisation visant à accueillir davantage de membres d'**Asie du Sud-Est**, une étape a été franchie en juillet 2023 lorsque l'**Indonésie** a déposé une demande officielle pour amorcer le processus d'adhésion, suivie par la décision historique du Conseil du 20 février 2024 d'ouvrir les discussions d'adhésion avec l'Indonésie ainsi que l'adoption de la feuille de route le 29 mars 2024 [[C/MIN\(2024\)7](#)]. Le pays pourra s'appuyer sur ce processus pour poursuivre sa transformation structurelle et progresser sur la voie de l'obtention du statut d'économie avancée d'ici 2045.

10. **La Thaïlande** a également demandé à adhérer à l'OCDE en février 2024 dans le but de continuer à converger vers les normes et les meilleures pratiques de l'OCDE, renforçant ainsi la présence de l'Organisation dans la région. La demande de la Thaïlande est actuellement en cours d'examen par le Conseil.

11. Au-delà de l'impact positif du processus d'adhésion à l'OCDE sur les programmes de réforme nationaux des pays candidats, l'adhésion a également des répercussions aux échelons régional et mondial, via la participation active des pays candidats aux programmes régionaux de l'Organisation. Elle contribue

² Les domaines couverts sont, par exemple, l'investissement, la lutte contre la corruption, la gouvernance d'entreprise, les marchés financiers, les assurances et les pensions privées, la concurrence, la fiscalité, l'environnement, la gestion des produits chimiques, la gouvernance publique, la politique de la réglementation, le développement régional, les statistiques, l'examen des situations économiques et des problèmes de développement, l'éducation, l'emploi, le travail et les affaires sociales, la santé, les échanges, l'agriculture, la science et la technologie, l'économie numérique et la politique à l'égard des consommateurs.

à la diffusion des normes et pratiques optimales de l'OCDE dans des régions entières. En conséquence, cet élargissement stratégique présente également une valeur réciproque pour l'Organisation.

12. L'OCDE continue d'adapter ses travaux régionaux aux grands enjeux internationaux, notamment en les axant davantage sur la résilience économique et le développement durable au lendemain du COVID-19 et de la guerre en cours en Ukraine. L'OCDE a par ailleurs renforcé son **engagement avec des pays partenaires sur des enjeux majeurs d'ampleur internationale**, notamment les transitions écologique et numérique, ainsi que l'infrastructure et les chaînes de valeur mondiales.

13. Dans l'ensemble, les principales réalisations de l'OCDE en matière de relations mondiales durant la période 2023-24 décrites dans cette section ont permis :

- i) La poursuite de l'élargissement de la portée et du renforcement de l'impact des travaux et normes de l'Organisation au niveau international par le biais de son engagement actif avec le G20, le G7, l'APEC et l'ONU ;
- ii) Le renforcement de la collaboration à l'échelon national avec les Partenaires clés et dans le cadre des programmes par pays ;
- iii) Une forte influence et un impact marqué à l'échelle régionale, avec un accent sur le développement durable, à savoir notamment :
 - Une attention plus soutenue à l'égard de la région indopacifique et un élan croissant en faveur du Programme régional pour l'Asie du Sud-Est
 - Un Partenariat OCDE-Afrique nouveau et stratégique
 - Un engagement renforcé auprès du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord dans un contexte d'instabilité croissante de la région
 - Un soutien à l'Ukraine et à l'Eurasie dans le contexte de la guerre d'agression que la Russie continue de mener contre l'Ukraine
 - Une attention renouvelée pour une croissance respectueuse de l'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes
 - Un soutien renforcé à la convergence de l'Europe du Sud-Est avec les normes et bonnes pratiques de l'OCDE et l'UE alors que la région traverse une période difficile

A. L'élargissement de la portée et de l'impact des travaux et normes de l'Organisation au niveau international par le biais de son engagement actif avec le G20, le G7, l'APEC et l'ONU

14. En tant que partenaire stratégique de confiance des présidences successives du **G20**, l'OCDE a continué de mettre à profit sa base de données factuelles, ses analyses, ses données, ses normes et ses recommandations d'action publique pour apporter un appui à la Présidence indienne en 2023 et au programme d'action du G20. Dans la Déclaration de New Delhi, les dirigeants des pays du G20 ont approuvé les Principes révisés de gouvernance d'entreprise du G20 et de l'OCDE [[OECD/LEGAL/0413](#)] ; invité l'Organisation à rendre compte, avec l'Organisation Internationale du Travail (OIT), des progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'objectif de Brisbane pour l'égalité des genres ; et réaffirmé l'engagement des dirigeants de mettre en œuvre la Solution reposant sur deux piliers face aux défis fiscaux soulevés par la transformation numérique de l'économie. L'OCDE a également travaillé en étroite collaboration avec la Présidence indienne du G20 en 2023 pour accélérer les progrès sur la voie de l'accomplissement du Programme 2030, dressant un bilan des **actions du G20 visant à contribuer à la réalisation des ODD** en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Dans le cadre de la filière Finance, l'Organisation a continué d'aider les

membres du G20 à surveiller les risques à la baisse pesant sur les perspectives économiques mondiales et à identifier les mesures les plus efficaces pour y remédier. Dans ce contexte, elle a fourni des analyses fondées sur des données probantes portant sur diverses problématiques, notamment le soutien aux ménages pendant la crise énergétique, le financement du développement urbain, la gestion des flux de capitaux et les avantages que présentent les règles fiscales internationales pour les pays en développement. Depuis décembre 2023, l'OCDE collabore avec le Brésil dans le cadre de la présidence du G20 qu'occupera le pays en 2024 et a noué de premiers contacts avec l'Afrique du Sud pour 2025.

15. L'Organisation a apporté son soutien à la Présidence japonaise du **G7** en 2023 en produisant des résultats de fond dans plusieurs domaines prioritaires, notamment des rapports de l'OCDE sur l'intelligence artificielle, le climat et l'environnement, la sécurité économique, l'égalité des genres, la fiscalité, les échanges et le développement urbain. Dans le Communiqué du Sommet des dirigeants du G7 tenu à Hiroshima, les chefs d'État et de gouvernement ont exprimé leur fort soutien aux initiatives et normes de l'Organisation, notamment la Solution reposant sur deux piliers face aux défis fiscaux soulevés par la transformation numérique de l'économie, le Forum mondial de l'OCDE sur la technologie, la Déclaration de l'OCDE sur l'accès des pouvoirs publics aux données à caractère personnel détenues par des entités du secteur privé [[OECD/LEGAL/0487](#)], ainsi que le Forum inclusif sur les approches d'atténuation des émissions de carbone. L'Organisation assure un suivi actif des principaux résultats de la Présidence japonaise de 2023, notamment le processus d'Hiroshima sur l'intelligence artificielle générative du G7 et la vision du G7 concernant la mise en œuvre de la libre circulation des données en toute confiance.

16. Par le soutien de fond qu'elle apporte à divers axes de travail de l'**APEC**, l'OCDE continue de renforcer son engagement stratégique auprès de la région Asie-Pacifique. Dans le cadre de l'accueil par les États-Unis de l'APEC en 2023, l'Organisation a contribué à la réalisation de plusieurs résultats clés cités dans la déclaration conjointe des Ministres à l'issue de la Réunion ministérielle, notamment l'indice de l'APEC permettant d'évaluer l'environnement réglementaire des échanges de services dans les 21 économies du forum, ainsi que les travaux de fond visant à aligner les Principes de l'APEC sur la prévention de la corruption et l'application des législations anticorruption sur les normes et recommandations de l'OCDE. Depuis décembre 2023, elle apporte son soutien au Pérou en sa qualité de pays hôte de l'APEC en 2024.

17. Le soutien apporté par l'Organisation au **Programme 2030** continue de guider la collaboration avec la famille des **Nations Unies**, en mettant à profit le rôle de l'OCDE en tant qu'Observateur auprès du Conseil économique et social (ECOSOC) ainsi que de l'Assemblée générale. En 2023, l'Organisation a contribué activement au **processus de suivi et d'examen des ODD**, notamment par sa participation active au Forum politique de haut niveau pour le développement durable, en mettant l'accent sur le partage de ses données probantes et de ses outils stratégiques relatifs à la mise en œuvre des ODD à l'échelon infranational. En outre, les appels se sont poursuivis pour l'inviter à soutenir les processus des Nations Unies relatifs au financement du développement, qui recouvrent l'aide publique au développement (APD), la fiscalité, la dette, l'investissement et d'autres apports. L'OCDE a participé de manière notable au Dialogue de haut niveau sur le financement du développement et a poursuivi sa collaboration à l'élaboration des Perspectives agricoles avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ainsi que sa collaboration avec les commissions économiques dans le cadre, entre autres, des perspectives économiques régionales. En 2023, l'OCDE a collaboré avec le PNUD à la mise en œuvre de 54 programmes dans le cadre d'Inspecteurs des impôts sans frontières, une initiative novatrice qui fournit une assistance en matière de vérification fiscale aux pays en développement. Ce partenariat a contribué à accélérer la mise en œuvre des normes fiscales de l'Organisation au niveau international, tout en procurant un total de plus de 2 milliards USD de recettes supplémentaires aux pays en développement à ce jour. L'OCDE a également contribué à la COP28 en fournissant des données et des éclairages relatifs à l'action climatique. Elle a par ailleurs continué de jouer un rôle moteur dans l'alimentation de la base de données relative à l'action publique du Système

d'information sur les marchés agricoles (AMIS), en collaboration avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). À l'avenir, sa présence à New York et à Washington DC devrait lui permettre de renforcer encore sa coopération avec les institutions internationales.

B. Renforcement de la collaboration à l'échelon national avec les Partenaires clés et dans le cadre des programmes par pays

18. Au cours de l'année écoulée, l'Organisation a poursuivi ses efforts de collaboration avec certains pays en particulier. La coopération avec les **Partenaires clés** de l'OCDE – **Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde, Indonésie** – a progressé de manière flexible sur la base des intérêts communs des Membres et de l'avantage mutuel. Au-delà des Partenaires clés, les travaux spécifiques par pays de l'Organisation ont également progressé en ce qui concerne l'**Ukraine, Membre potentiel** de l'OCDE, avec laquelle l'Organisation a entamé un programme-pays, mais aussi en ce qui concerne l'**Égypte, le Maroc et la Thaïlande**, qui, chacun, participent actuellement à un **programme par pays** de l'OCDE. Par ailleurs, le Conseil a approuvé la mise en place d'un nouveau programme par pays, avec **Maurice**. De plus, le Comité des relations extérieures (CRE) examine actuellement comment poursuivre une collaboration constructive et durable avec les pays qui ont achevé un Programme-pays de l'OCDE.

19. En 2023, la collaboration avec le **Brésil** a franchi deux jalons, soulignant la qualité de ce partenariat de longue date avec le premier Partenaire clé à s'engager dans le processus d'adhésion à l'OCDE, à savoir : le 45^e anniversaire de la première participation du Brésil aux travaux d'un comité de l'OCDE³ ; 'la parution de la 10^e Étude économique de l'OCDE consacrée au Brésil. Alors que le processus d'adhésion a été ralenti dans l'attente d'une réflexion interne concernant l'approche de l'administration vis-à-vis de l'adhésion à l'OCDE', 'cette dernière a coopéré activement avec les autorités brésiliennes quant aux priorités du nouveau gouvernement en matière de réforme. Un séminaire à l'intention de 13 législateurs de différents partis issus du Groupe de travail sur la réforme fiscale 'et les conseils formulés par l'OCDE sur la fiscalité indirecte ont conduit à l'élaboration de la nouvelle loi brésilienne sur la taxe sur la valeur ajoutée, élément central pour l'objectif du Président Lula de simplifier le système fiscal du Brésil. L'OCDE a également contribué à éclairer les réformes de la gouvernance publique et de l'innovation dans le secteur public. Plusieurs responsables brésiliens, dont les ministres des Relations extérieures, de la Gestion des services publics et de l'Éducation, et le Contrôleur général, se sont rendus à l'OCDE durant cette période, et le Vice-ministre des Finances 's'est livré à un échange de vues très intéressant sur les questions économiques avec les Membres de l'OCDE.

20. L'OCDE et la Chine ont poursuivi leur coopération dans un certain nombre de domaines d'action, 'en particulier l'environnement, le climat et la fiscalité'. La Chine a participé à la réunion inaugurale du 'Forum inclusif et apporte une contribution active à cette initiative. Grâce à la réouverture post-COVID de la Chine, le Secrétaire général a pu participer au *China Development Forum*. Ces événements ont également offert l'occasion de rencontres bilatérales avec le Premier ministre chinois et d'autres responsables de haut rang de l'administration chinoise. En outre, la collaboration entre l'OCDE et la Chine s'est également poursuivie dans le cadre du G20 et de l'APEC.

21. La collaboration globale de l'OCDE avec l'**Inde** a progressé sur des sujets tels que la politique fiscale, la surveillance macroéconomique, la gouvernance des entreprises, la coopération pour le développement, la science, la technologie et l'innovation. L'engagement de l'OCDE auprès du G20 a été un moteur important des relations entre l'Organisation et l'Inde grâce à des contacts réguliers entre le Sherpa de l'OCDE et ses homologues indiens aux ministères des Affaires étrangères et des Finances. En outre, et cela a encore consolidé l'engagement vis-à-vis de l'Inde en 2023, le Secrétaire général a participé au Sommet des Chefs d'État et de gouvernement du G20 ainsi qu'aux réunions des ministres des Finances

³ Comité de l'acier.

et des gouverneurs de banque centrale du G20, et le Secrétaire général adjoint a représenté l'OCDE au Dialogue de Raisina et à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G20 organisés en Inde. Il est prévu de renforcer la présence de l'OCDE à New Delhi dans le cadre du déploiement du Cadre stratégique pour la région indopacifique.

22. L'**Indonésie** a demandé à adhérer à l'OCDE en juillet 2023 ; le 20 février 2024 le Conseil de l'OCDE a adopté la décision d'ouvrir des discussions d'adhésion avec l'Indonésie. Le pays s'attend à ce que le processus d'adhésion constitue un catalyseur pour les réformes en vue d'atteindre ses objectifs nationaux de développement, notamment son objectif de devenir un pays à revenu élevé d'ici 2045. Compte tenu de l'importance économique et géopolitique de l'Indonésie, dont les Membres ont conscience, l'adhésion à l'OCDE apporterait une valeur ajoutée à l'Indonésie elle-même, et à l'Organisation eu égard à son objectif prioritaire de renforcement de sa présence en Asie du Sud-Est. Compte tenu de la collaboration de l'Indonésie avec l'OCDE tout au long de quatre Programmes de travail conjoints (PTC) et au sein du G20, ainsi que de sa participation à des comités de l'OCDE et de son adhésion à des instruments juridiques de l'OCDE⁴, le pays a convergé vers les principales normes de l'OCDE et s'est rapproché des comités qui en sont chargés. En outre, la coopération avec l'Indonésie dans le cadre de l'ASEAN, y compris pendant qu'elle en assurait la Présidence en 2023, a sensiblement facilité la diffusion des normes de l'OCDE de manière plus globale dans la région.

23. L'**Afrique du Sud** et l'OCDE ont entamé un premier Programme de travail conjoint le 16 juillet 2023 et, sa mise en œuvre constituera un progrès considérable au sein d'une collaboration déjà fructueuse. Cette avancée stratégique, avalisée par le Président Cyril Ramaphosa, étaiera le déploiement de projets nécessaires et ambitieux dans les secteurs stratégiques pour l'Afrique du Sud – en droite ligne de son Programme national de développement – et renforcera l'alignement du pays sur les normes et bonnes pratiques recommandées par l'OCDE. En amont de la Présidence du G20 qui sera assurée par l'Afrique du Sud en 2025, l'OCDE collabore activement avec le pays afin d'explorer les possibilités de soutien de l'Organisation. En août 2023 l'Afrique du Sud est devenue Associé/membre du Forum inclusif. L'Afrique du Sud s'est déclarée de prime abord intéressée pour que l'OCDE l'épaulé dans la définition des priorités et des résultats et l'aide à renforcer ses capacités et à progresser dans les programmes d'action déjà en cours.

24. Dans le contexte de la guerre d'agression actuellement menée par la Russie contre l'**Ukraine**, l'OCDE a apporté son soutien au titre des réformes de la politique ukrainienne entreprises dans des domaines tels que l'administration publique, la lutte contre la corruption et le climat de l'investissement, dans le cadre du Programme-pays OCDE-Ukraine qui a été lancé lors de la RCM 2023 [C/MIN(2023)3]. Treize examens et activités de renforcement des capacités dans le cadre de ce programme ont été initiés ; de plus, l'OCDE a fourni, à la demande de l'Ukraine, une contribution détaillée et des commentaires sur un projet de loi sur la gouvernance des entreprises publiques et sur le « Plan Ukraine » pour la mise en œuvre de la facilité pour l'Ukraine que prévoit l'Union européenne. Le Bureau de liaison OCDE-Ukraine est opérationnel à Kyiv depuis mars 2023. Il s'est avéré efficace pour faciliter la mise en œuvre de projets en Ukraine et joue un rôle clé dans le déploiement du Programme-pays, encourageant l'adoption des normes et pratiques optimales recommandées par l'OCDE et renforçant les relations avec les parties prenantes locales et les partenaires internationaux à Kyiv, tout en favorisant une compréhension plus fine du contexte ukrainien. En outre, au début de 2024, un groupe des Amis de l'OCDE a été créé au Parlement ukrainien, ce qui contribuera à renforcer l'impact des réformes législatives sur le terrain. L'OCDE est partie prenante à la Plateforme de coordination des donateurs d'organisations multiples pour l'Ukraine, coprésidée par l'Ukraine, l'UE et les États-Unis⁵.

⁴ Voir l'Annexe B.

⁵ Lors de son lancement, la plateforme de coordination des donateurs multi-agences a réuni l'Ukraine, l'UE, les pays du G7, ainsi que des institutions financières internationales. En février 2024, les membres du comité directeur ont décidé par consensus d'élargir la participation à quatre

L'objectif de cette Plateforme est de coordonner les travaux de l'UE, du G7, des institutions financières internationales, de l'OCDE⁶ et des autres parties invitées, d'un côté, et de l'Ukraine, de l'autre, afin d'apporter un soutien efficace à l'Ukraine.

25. Le Programme-pays relatif à l'**Égypte** a été lancé en 2023 et a permis à ce pays de se rapprocher des normes de l'OCDE et des bonnes pratiques qu'elle recommande au cours de l'année écoulée. La toute première Étude économique de l'OCDE consacrée à l'Égypte, lancée en février 2024 dans le cadre du Programme-pays, indique que l'économie égyptienne, malgré les défis considérables auxquels elle doit faire face, comme un déficit des paiements courants substantiel, un niveau de dette publique élevé et l'impact des chocs mondiaux successifs, fait preuve de résilience et d'adaptabilité⁷. Le programme-pays relatif à l'Égypte a contribué à la conception de la nouvelle stratégie égyptienne concernant l'intelligence artificielle (IA), abouti à la formulation de conseils sur les réformes économiques et activement renforcé les capacités pour la mise en œuvre des ODD. Ces résultats seront étoffés au cours des deux prochaines années de mise en œuvre continue. Les progrès accomplis sur la voie du développement durable et de la croissance verte en Égypte devraient également être étayés par l'Examen des politiques en faveur de la croissance verte en Égypte, que l'OCDE publiera prochainement.

26. Le Programme-pays relatif au **Maroc** est entré dans sa seconde phase, l'accent étant mis sur l'amélioration de l'attractivité du pays en matière d'investissement, sur le renforcement de la cohérence des politiques publiques et de la coordination interministérielle à l'appui des objectifs du Nouveau Modèle de développement du Maroc, ainsi que sur la promotion du développement territorial. L'alignement du Maroc sur la Recommandation de l'OCDE sur l'égalité entre hommes et femmes en matière d'éducation, d'emploi et d'entrepreneuriat [[OECD/LEGAL/0398](#)] a constitué un axe important début 2024, et la toute première Étude économique consacrée à ce pays, dont la publication est prévue pour le deuxième trimestre 2024, devrait faire la lumière sur les fragilités structurelles qu'il doit surmonter.

27. Les quatre piliers de la Phase 2 du Programme-pays relatif à la **Thaïlande**⁷ ont été conçus de manière à ce que le pays converge davantage vers les normes de l'OCDE et à ce que les réformes intérieures du pays soient soutenues. La Phase 2 met l'accent sur l'alignement sur les instruments juridiques de l'OCDE, tels que la Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales [[OECD/LEGAL/0293](#)] et les instruments juridiques connexes, la Recommandation concernant les bonnes pratiques statistiques [[OECD/LEGAL/0417](#)] et la Déclaration sur l'investissement international et les entreprises multinationales, et les instruments juridiques y afférents [[OECD/LEGAL/0144](#)]. S'appuyant sur son engagement fort avec l'Organisation au cours des deux phases du Programme-pays, la Thaïlande a entrepris une préparation interne menant à sa demande d'entamer un processus d'adhésion à l'OCDE afin d'orienter davantage sa compétitivité et son développement à long terme.

nouveaux membres : République de Corée, Pays-Bas, Norvège, Suède et six nouveaux observateurs : Danemark, Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Espagne. En avril 2024, ils ont accueilli trois nouveaux observateurs : Belgique, Finlande, Suisse.

⁶ Le rôle de l'OCDE au sein de la Plateforme consiste à apporter son expertise et son expérience du soutien au relèvement après un conflit, à faire bénéficier de ses connaissances et capacités d'analyse dans un large éventail de domaines, et à mettre à profit ses éléments de comparaison et ses normes approuvées au niveau international afin de garantir que la Plateforme apporte à l'Ukraine le soutien le plus efficace à l'appui de son relèvement et de sa transformation.

⁷ Les quatre piliers de la Phase 2 du Programme-pays sont : *i*) la bonne gouvernance ; *ii*) le climat des affaires et la compétitivité ; *iii*) l'inclusion sociale et le développement du capital humain ; et *iv*) la relance verte.

C. Une forte influence et un impact marqué à l'échelle régionale, avec un accent sur le développement durable

C1. Le rayonnement et l'impact de l'OCDE dans les différentes régions du monde

Une attention plus soutenue à l'égard de la région indopacifique et un élan croissant en faveur du Programme régional pour l'Asie du Sud-Est

28. Le Cadre stratégique de l'OCDE pour la région indopacifique [[C/MIN\(2023\)19/FINAL](#)], approuvé par le Conseil à la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres (RCM) de 2023, réaffirme l'importance stratégique que revêtent l'Asie du Sud-Est et la région indopacifique en général pour l'OCDE. La demande introduite par l'Indonésie, en juillet 2023, en vue d'entamer des discussions d'adhésion, suivie par la demande de la Thaïlande en février 2024, a réalisé l'ambition poursuivie par le Cadre, qui vise à créer des conditions propres à inciter de nouveaux pays de la région à rejoindre l'OCDE. Le plan de mise en œuvre du Cadre formule des propositions concrètes visant à renforcer la collaboration avec la région. Parmi les produits attendus figurent l'élargissement des travaux actuellement menés dans les domaines de l'énergie, des infrastructures, de la connectivité, de l'entrepreneuriat et des échanges et de l'investissement ; le renforcement des capacités et l'organisation de séminaires dans ce domaine axés sur les principales normes de l'OCDE ; une présence potentiellement renforcée à Djakarta – pour l'engagement avec l'ASEAN – et à New Delhi ; et une coopération plus approfondie avec le Forum des Îles du Pacifique. Ces travaux seront renforcés par le Centre de l'OCDE à Tokyo, qui vient de faire l'objet d'un repositionnement.

29. Le Programme régional pour l'Asie du Sud-Est, dont le 10^e anniversaire sera célébré lors de la RCM 2024, a continué de concourir à la réalisation des priorités économiques internes des pays de la région et d'encourager un rapprochement plus étroit avec les organes et les normes de l'OCDE dans l'ensemble de ses axes de travail. Les discussions relatives au contenu d'un programme-pays avec le Viet Nam, coprésident du Programme régional pour l'Asie du Sud-Est, ont notablement progressé en 2023, le programme national devant être lancé en 2024. Le Programme régional a continué de soutenir les initiatives prioritaires de l'ASEAN, lesquelles, en 2023, étaient coordonnées par l'Indonésie en sa qualité de présidente de l'ASEAN. Parmi les réalisations marquantes figurent le soutien à l'élaboration d'un cadre de l'ASEAN pour l'économie bleue, une déclaration ministérielle sur la sécurité alimentaire, et l'intégration plus poussée des échanges de services en s'appuyant sur l'indice de restrictivité des échanges de services de l'OCDE. Le Programme régional pour l'Asie du Sud-Est a tenu son troisième Forum ministériel en 18 mois, les 26 et 27 octobre 2023 à Hanoï (Vietnam), autour du thème de l'« Investissement durable et de qualité : un nouvel élan pour le Partenariat OCDE-Asie du Sud-Est » (« *Sustainable and Quality Investment: New Momentum for OECD-Southeast Asia Partnership* »). Le Forum ministériel a reconnu que les normes et les bonnes pratiques de l'OCDE constituaient une source importante de cohérence et d'intégration des politiques pour favoriser un investissement durable et de qualité.

Un nouveau partenariat stratégique OCDE-Afrique', sur un pied d'égalité

30. Le lancement du Partenariat OCDE-Afrique marque une étape importante sur la voie d'une coopération globale, visant à diffuser davantage le travail de l'OCDE en soutien au développement durable et à rendre ses processus de dialogue politique et d'établissement de normes plus inclusifs. L'intensification de la collaboration avec la Commission de l'Union africaine (CUA) – avec notamment la signature d'un protocole d'accord en octobre 2023 – consolide et renforce le partenariat entre l'Afrique et l'OCDE, ce qui aura des répercussions positives pour la gouvernance mondiale ainsi qu'un impact à l'échelle du continent, des régions et des pays. Le Partenariat, promouvra l'intégration régionale comme moteur principal de la transformation économique – un objectif d'intérêt mondial qui contribue à une plus grande stabilité économique et politique, à des possibilités plus nombreuses d'investissement et d'échanges, et à une plus forte intégration de l'Afrique dans les chaînes de valeur mondiales. Il apporte

un soutien aux fins de la mise en œuvre de l'Accord sur la zone de libre-échange continentale africaine et contribue à orienter les réformes de l'action publique en tirant profit de l'expertise de l'OCDE. La poursuite de la collaboration avec les pays africains à la mise en application de normes de transparence dans le cadre du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales a contribué à protéger les bases d'imposition des entreprises africaines contre l'évasion fiscale et la concurrence dommageable grâce à la solution de l'OCDE reposant sur deux piliers', et à améliorer les statistiques des recettes publiques.

31. Les outils existants de l'OCDE ont été mobilisés et de nouvelles initiatives conjointes telles que la Plateforme virtuelle CUA-OCDE d'investissement pour l'Afrique ont été mises en place pour produire des résultats au titre des quatre piliers du Partenariat OCDE-Afrique, à savoir : i) l'investissement, les échanges et la résilience des chaînes de valeur ; ii) la mobilisation des ressources ; iii) le capital humain et une transition verte et juste ; iv) le développement des statistiques et des données – toutes ces initiatives étant étayées par une étroite coordination politique et institutionnelle visant à renforcer encore le dialogue sur les politiques publiques et la coopération. Plusieurs événements internationaux tels que le Sommet Italie-Afrique ont servi de cadre au resserrement des liens entre l'OCDE et les partenaires africains, ainsi qu'à la mise en relief du rôle de partenaire que joue l'OCDE face à de nombreux défis parmi les plus urgents auxquels les pays africains sont confrontés. De plus, les travaux relatifs à l'établissement d'un programme-pays OCDE-Maurice ont bien avancé et ce programme devrait être pleinement opérationnel d'ici au deuxième semestre de 2024.

Un engagement renforcé auprès du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) dans un contexte d'instabilité croissante de la région

32. Les travaux menés avec la région MENA ont continué de promouvoir les priorités régionales dans un contexte de défis d'envergure mondiale, y compris les répercussions multiples des conflits en évolution au Moyen Orient. Globalement, grâce aux différents axes de travail qu'elle suit, l'OCDE a contribué à favoriser une croissance plus inclusive, en ouvrant la voie à la transformation numérique et à la transition verte dans la région, et en promouvant le développement durable au niveau national comme régional.

33. L'Initiative MENA-OCDE pour la gouvernance et la compétitivité à l'appui du développement a continué de s'attaquer aux priorités régionales urgentes comme des taux de chômage élevés, un faible niveau de confiance dans les pouvoirs publics et des lacunes en matière de gouvernance, des investissements et des échanges limités, et des inégalités de genre. L'Initiative continue de servir de catalyseur pour rassembler les décideurs régionaux, encourager l'apprentissage au contact des pairs et étudier les solutions tangibles qui pourraient permettre de surmonter ces difficultés. Le Forum MENA-OCDE pour l'autonomisation économique des femmes, fer de lance d'une transformation numérique inclusive, ou les initiatives d'investissement qui stimulent la mobilisation d'investissements supplémentaires au niveau national et régional en sont des exemples notables. Par ailleurs, grâce à sa participation au Programme régional, les Émirats arabes unis ont renforcé l'alignement de leurs politiques publiques sur les normes de l'OCDE et l'Arabie saoudite n'a cessé d'intensifier sa collaboration avec l'Organisation en vue de se mettre davantage en conformité avec les normes et bonnes pratiques de l'OCDE.

Un soutien à l'Eurasie dans le contexte de la guerre d'agression que la Russie continue de mener contre l'Ukraine

34. Le Programme de l'OCDE pour la compétitivité de l'Eurasie continue de promouvoir les normes de l'OCDE et de fournir un soutien politique aux pays du Partenariat oriental de l'UE et de l'Asie centrale. L'année dernière, la collaboration de pays d'Asie centrale et du Caucase du Sud s'est poursuivie dans le

domaine de l'érosion de la base d'imposition et du transfert de bénéfices (BEPS) et dans le cadre du Forum inclusif. En décembre 2023, la Semaine de l'Eurasie de l'OCDE, de niveau ministériel, s'est réunie en présentiel pour la première fois depuis la pandémie de COVID-19, offrant une enceinte de dialogue sur l'action publique entre la région et l'OCDE ; cette Semaine a été l'occasion de lancer l'édition 2024 de l'Indice des politiques à l'égard des PME dans les pays du Partenariat oriental ainsi que la publication sur l'amélioration de l'environnement juridique pour les entreprises et l'investissement en Asie centrale (*Improving the Legal Environment for Business and Investment in Central Asia*) et les rapports conjoints OCDE-FIT sur les moyens de concrétiser le potentiel offert par le corridor transcasprien (*Realising the Potential of the Middle Corridor*). En 2023, le Programme pour la compétitivité de l'Eurasie a organisé des webinaires et des activités en ligne de renforcement des capacités, ce qui a permis de former des responsables publics de la région aux normes et bonnes pratiques définies par l'OCDE dans le cadre d'une vingtaine d'ateliers en présentiel et d'autres manifestations dans la région. Le Programme a représenté l'OCDE au Forum international d'Astana et apporté un soutien à la fois sur le plan du contenu et de l'organisation au Forum économique UE-Asie centrale. Le Plan d'action avec la République de Moldova, parachevé en décembre 2023, porte désormais la coopération de ce pays avec l'Organisation à un niveau supérieur et devrait se traduire par la mise en place de réformes non négligeables de l'action publique au Moldova à une période difficile.

35. L'Organisation continue de s'adapter à l'évolution de la situation au regard de la guerre, en veillant à ce que ses travaux en Europe orientale, dans le Caucase du Sud et en Asie centrale restent en adéquation avec les besoins immédiats et les priorités des réformes structurelles à long terme, et qu'ils soient conçus pour favoriser une croissance plus verte, plus inclusive et plus diversifiée. L'Organisation a apporté un soutien actif à la transformation numérique du secteur privé dans la région, et contribué à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques meilleures dans les domaines de la facilitation des échanges, de la connectivité et de l'environnement juridique des entreprises en Asie centrale. Les efforts de lutte contre la corruption déployés dans la région ont été amplifiés grâce à la participation active des responsables de l'action publique concernés au Réseau anti-corruption de l'OCDE pour l'Europe orientale et l'Asie centrale. D'une manière générale, la collaboration avec l'Eurasie ''a contribué à promouvoir les priorités communes à l'ensemble de l'OCDE (connectivité, transformation numérique, problématique du genre, atténuation du changement climatique et adaptation à ses effets, lutte contre la corruption, et fiscalité), tout en continuant d'accorder toute l'attention requise aux enjeux spécifiques des réformes structurelles des pays d'Eurasie.''

Une attention renouvelée pour une croissance respectueuse de l'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes (ALC)

36. En 2023, le Programme régional de l'OCDE pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) s'est concentré sur sa nouvelle priorité consistant à promouvoir la durabilité environnementale au sein de la région, et il a continué en parallèle d'œuvrer en faveur de la réalisation de ses trois autres objectifs prioritaires existants en matière d'aide à la région ALC, à savoir : i) accroître la productivité ; ii) améliorer l'inclusion sociale ; iii) renforcer les institutions et la gouvernance. Le premier sommet ministériel sur la durabilité environnementale a été organisé dans le cadre du Programme régional le 5 octobre 2023 au Costa Rica. Il marquait l'aboutissement d'une année de consultations régionales et de collecte de données, couronnée par la publication du premier ''*Panorama de l'environnement de l'OCDE pour la région ALC*, la parution d'un ouvrage consacré aux principales priorités environnementales et la production du ''*Plan d'action pour la résilience et la neutralité climatiques dans la région ALC* – un programme d'action concret en adéquation avec les grands engagements régionaux et multilatéraux⁸. En

⁸ L'Accord de Paris, le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, les engagements du Sommet des Amériques en faveur de la durabilité et de la transition énergétique, le Sommet UE-CELAC et la Charte ibéro-américaine de l'environnement.

conséquence, l'Organisation a été invitée pour la première fois à prendre part au Forum des ministres de l'Environnement de la région ALC qui s'est déroulé au Panama peu après le sommet ministériel ; ce forum a attiré des parties prenantes clés à son dialogue régional sur la COP28 et a renforcé la participation des pays de la région aux initiatives stratégiques de l'OCDE, notamment l'IFCMA.

37. Au printemps 2024 a été lancée la deuxième édition de l'*Indice des politiques à l'égard des PME pour l'Amérique latine et les Caraïbes*, axée sur trois sous-régions clés : l'Alliance du Pacifique, le Marché commun du Sud (Mercosur) et la Communauté andine, la première de ces sous-régions ayant fait de l'Indice son cadre principal pour coordonner les politiques à l'égard des PME. Un Forum universitaire a eu lieu en Colombie et a été l'occasion de lancer le processus de préparation du Sommet ministériel du Programme de 2024 sur l'inclusion sociale. L'engagement de l'OCDE dans la région sera renforcé par le Centre de l'OCDE à Mexico, qui vient de faire l'objet d'un repositionnement et sera centré sur les relations mondiales.

Un impact sur l'action publique en Europe du Sud-Est dans une période difficile pour la région

38. Le Programme régional pour l'Europe du Sud-Est est monté en puissance dans un environnement géopolitique régional en évolution rapide car ses travaux d'analyse et les recommandations d'action de l'OCDE ont été largement mis à profit pour l'élaboration des politiques économiques des pays de la région – par exemple en influençant les programmes de réforme économique et d'autres stratégies nationales et sectorielles clés – ainsi que pour les rapports de l'UE sur le « paquet élargissement », qui évaluent les progrès accomplis par les Balkans occidentaux en matière de réforme. L'OCDE a apporté des contributions de fond au Processus de Berlin sur les Balkans occidentaux, une plateforme régionale de haut niveau qui favorise l'intégration économique de la région. Lors du Sommet du Processus de Berlin des dirigeants des pays des Balkans occidentaux, en octobre 2023, l'OCDE a diffusé le tableau de bord de la convergence économique pour les Balkans occidentaux (*Economic Convergence Scoreboard for the Western Balkans*), qui oriente les responsables publics vers les domaines spécifiques vers lesquels ils peuvent diriger leurs efforts afin de favoriser une croissance durable.

39. L'OCDE a apporté son soutien aux Balkans occidentaux dans la mise en œuvre du programme vert et du programme numérique', mis au point des feuilles de route pour l'économie circulaire, et créé une plateforme de dialogue régional entre pairs sur l'économie circulaire. Des activités de renforcement des capacités institutionnelles ont également été proposées en vue de mettre en œuvre les stratégies nationales de transformation numérique dans les différents pays des Balkans occidentaux. En 2023, le Programme a lancé son nouveau cycle d'évaluation des Perspectives de la compétitivité (*Competitiveness Outlook*), ce qui a permis de renforcer les politiques à l'appui de la compétitivité dans les Balkans occidentaux au moyen de la coordination interministérielle et du renforcement des capacités des ministères sectoriels et des bureaux de statistique. Enfin, les activités menées par l'OCDE en Europe du Sud-Est ont également aidé les pouvoirs publics à adopter et/ou mettre en œuvre des réformes prioritaires visant à instaurer des règles du jeu équitables, à combattre la corruption et à renforcer l'État de droit.

C.2. Un accent plus prononcé sur les Objectifs de développement durable (ODD)

40. Tandis que les ODD sont régulièrement cités en référence dans les discussions bilatérales de l'OCDE avec les pays non Membres et constituent un thème central pour des enceintes internationales de premier plan, notamment le G7 et le G20, les initiatives et programmes régionaux de l'OCDE mettent de plus en plus l'accent (Tableau 1) sur le soutien à leur mise en œuvre :

- **Le Programme de l'OCDE pour la compétitivité de l'Eurasie** collabore avec les pays du Partenariat oriental et d'Asie centrale concernant diverses priorités de l'action publique qui ont un lien direct avec les ODD, notamment les travaux du Programme en faveur d'infrastructures

durables en Asie (ODD 6, 7, 9 et 13), le soutien aux réformes de l'environnement des entreprises et à l'amélioration des politiques à l'appui des PME et des chefs d'entreprises afin de promouvoir une croissance durable et inclusive (ODD 1, 8 et 10), la transformation numérique et les compétences (ODD 4 et 8) et la gouvernance, l'intégrité et l'accès à la justice (ODD 16). Le Programme-pays pour l'Ukraine aborde en outre des problématiques en lien avec les ODD 2, 5, 11 et 12.

- Le **Programme régional de l'OCDE pour l'Amérique latine et les Caraïbes** sert explicitement de plateforme à diverses parties prenantes désireuses de concourir à la réalisation des ODD (ODD 17). S'il poursuivait au départ trois priorités principales – productivité (ODD 4, 8 et 9), inclusion sociale (ODD 1 à 5 et 10) et gouvernance (ODD 16) –, le programme a récemment élargi son champ d'action afin d'inclure la durabilité environnementale (liée aux ODD 6, 7 et 11 à 15).
- L'**Initiative MENA-OCDE pour la gouvernance et la compétitivité à l'appui du développement** contribue aux progrès en direction de plusieurs ODD, notamment dans le cadre de ses travaux sur l'autonomisation économique et politique des femmes (ODD 5), l'investissement, les échanges et l'entrepreneuriat (ODD 8 et 9), les administrations efficaces, la transparence et l'engagement des citoyens (ODD 16), ainsi que la coopération multilatérale (ODD 17).
- Le **Programme régional de l'OCDE pour l'Asie du Sud-Est** contribue à la réalisation des ODD à travers plusieurs de ses 13 axes de travail. Des initiatives notables de l'OCDE, telles que le Programme en faveur d'infrastructures durables en Asie (SIPA) et le Programme de mobilisation de financements et d'investissements dans les énergies propres (CEFIM), aident les pays d'Asie du Sud-Est à développer leurs infrastructures d'énergie propre (ODD 7, 9 et 13). La récente Stratégie sur les compétences pour l'Asie du Sud-Est formule des recommandations d'action pour le renforcement des compétences (ODD 4) et le Programme régional pour l'Asie du Sud-Est aide l'ASEAN à mettre en œuvre son Cadre pour une économie bleue (ODD 12 et 14). Le Forum ministériel OCDE-Asie du Sud-Est qui s'est tenu à Hanoï, au Viet Nam, était axé sur la promotion d'un investissement durable et de qualité à l'appui d'une croissance économique inclusive (ODD 8 et 11). Le programme-pays consacré à la Thaïlande traite en outre de problématiques en lien avec l'ODD 16.
- Le **Programme régional de l'OCDE pour l'Europe du Sud-Est** aide les économies des Balkans occidentaux à progresser en direction des ODD au moyen de ses projets et de ses axes de travail. En particulier, les feuilles de route pour l'économie circulaire, l'Indice des politiques à l'égard des PME dans les Balkans occidentaux et en Türkiye, ainsi que les Perspectives de la compétitivité pour l'Europe du Sud-Est offrent des évaluations détaillées et une approche de la coopération qui permet de suivre les progrès accomplis au regard de l'ensemble des ODD (ODD 1 à 17) et de concevoir des politiques ciblées pour concrétiser les ODD.
- Enfin, le nouveau **Partenariat OCDE-Afrique** met en œuvre un programme de travail structuré autour de quatre piliers principaux qui visent à répondre à des priorités définies d'un commun accord et contribuant aux ODD. Le pilier relatif à l'investissement, aux échanges et à la résilience des chaînes de valeur appuie l'intégration régionale en favorisant la croissance économique, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté (ODD 1, 2, 8 et 9). En outre, le Partenariat comporte un pilier solide sur le développement du capital humain, qui contribue aux ODD 4, 5 et 10, et sur une transition verte et juste (ODD 7 et 13).

Tableau 1 : Importance accordée aux ODD dans les initiatives et programmes régionaux de l'OCDE

ODD		Programmes Régionaux de l'OCDE					Partenariat Afrique-OCDE
		Eurasie	ALC	MENA	ASE	ESE	
SOCIALE	 1 Pas de pauvreté						
	 2 Faim « zéro »						
	 3 Bonne santé et bien-être						
	 4 Éducation de qualité						
	 5 Égalité entre les sexes						
	 6 Eau propre et assainissement						
ÉCONOMIQUE	 7 Énergie propre et d'un coût abordable						
	 8 Travail décent et croissance économique						
	 9 Industrie, innovation et infrastructure						
	 10 Inégalités réduites						
ENVIRONNEMENT	 11 Villes et communautés durables						
	 12 Consommation et production responsables						
	 13 Lutte contre les changements climatiques						
	 14 Vie aquatique						
	 15 Vie terrestre						
GOUVERNANCE & PARTENARIATS	 16 Paix, justice et institutions efficaces						
	 17 Partenariats pour la réalisation des objectifs						

Note : les cases en couleur indiquent que l'initiative/le Programme régional en question met l'accent sur l'ODD concerné.

III. DÉFIS ET PERSPECTIVES

41. **On peut s’attendre à ce que les relations mondiales de l’OCDE continuent de s’inscrire dans un paysage complexe**, marqué par des préoccupations en matière de sécurité et de résilience économiques, une intensification de la crise climatique, des bouleversements liés au numérique et une dynamique démographique délicate, ainsi que par un risque d’escalade des tensions géopolitiques.

42. **Une coopération multilatérale efficace sera nécessaire pour concevoir et mettre en œuvre des politiques efficaces face aux principaux défis de notre époque.** Dans un contexte de polarisation croissante, qui rend plus difficile la recherche de solutions communes aux problèmes mondiaux, les Membres de l’OCDE et leurs partenaires devront collaborer encore plus étroitement pour élaborer des solutions efficaces aux défis partagés.

43. **L’OCDE veillera avant tout à rester une source indispensable d’analyses fiables, solides et fondées sur des éléments factuels, de données complètes et de conseils, afin d’éclairer l’élaboration de meilleures politiques économiques, sociales et environnementales.** L’Organisation restera également un catalyseur et un facilitateur essentiel du dialogue politique inclusif, pour faciliter l’apprentissage mutuel, le dialogue sur les politiques à mener et la fixation de normes, afin de rendre les règles du jeu plus équitables à l’échelle mondiale, de façon à éviter une concurrence entre normes internationales.

44. **Il demeure essentiel de renforcer les travaux de l’OCDE sur les questions de développement et de soutenir la pleine mise en œuvre du Programme de développement durable à l’horizon 2030**, y compris en s’appuyant sur des modalités de coopération et des outils de mesure existants et nouveaux, en pratiquant la coopération triangulaire et en faisant avancer le dialogue avec les nouveaux fournisseurs de coopération pour le développement apparus en Asie, en Amérique latine et en Afrique. L’OCDE a aussi un rôle dans la mise en œuvre du Pacte de Paris pour les peuples et la planète (4P) : par le truchement du Comité de mise en œuvre et du secrétariat du 4P, qu’elle héberge, elle œuvre au renforcement des sources nationales et privées de financement dans les pays en développement, au service des objectifs liés au climat et au développement durable ; l’organisation héberge de même le Secrétariat du Comité de travail conjoint.

45. **L’OCDE reste déterminée à continuer de renforcer sa présence et l’impact de ses activités dans la région indopacifique, à faire avancer des travaux dotés d’un fort impact aux côtés des pays d’Afrique dans le cadre du Partenariat OCDE-Afrique et à accroître encore son soutien à la reconstruction et aux réformes en Ukraine.** Différentes modalités de coopération permettront à l’Organisation de produire un impact adapté aux besoins de ses Partenaires ainsi qu’à ses priorités stratégiques. Bien que l’OCDE ne cherche pas à élargir sa composition à l’ensemble des pays du monde, elle poursuivra aussi son élargissement stratégique, en favorisant des réformes pertinentes tout au long des processus d’adhésion des pays actuellement candidats et en restant ouverte à l’adhésion de nouveaux Membres partageant les valeurs fondamentales de l’Organisation. Les processus d’adhésion sont d’un intérêt considérable pour l’OCDE elle aussi, et ils contribuent à la diffusion de ses normes et bonnes pratiques au niveau régional.

46. **L’Organisation poursuivra son dialogue nourri avec l’ensemble de ses régions et pays partenaires du monde entier**, par l’intermédiaire de ses programmes régionaux reconnus, de ses programmes-pays actuels et d’éventuels nouveaux programmes de ce type ainsi qu’en exploitant pleinement le potentiel du pôle Développement de l’OCDE. Une attention particulière sera accordée à l’avancement de la réalisation des ODD et au renforcement de l’inclusivité de l’OCDE au regard des grands programmes d’action mondiaux liés à des domaines tels que le changement climatique, la transformation numérique et l’intelligence artificielle, l’égalité des genres, l’extraction responsable des minéraux critiques, la résilience des chaînes d’approvisionnement, la connectivité et les infrastructures. De plus, le Centre d’Istanbul de l’OCDE, qui joue un rôle central dans la coopération inter-régionale,

continuera de prendre de l'envergure en tant que pivot des relations mondiales pour le soutien à l'action publique, l'apprentissage entre pairs et le dialogue à haut niveau sur les priorités inter-régionales.

47. **Dans un contexte international difficile, le dialogue de l'OCDE avec les instances mondiales et avec le système des Nations Unies reste essentiel** pour lui permettre de diffuser ses normes au-delà du cercle de ses Membres et de tenir compte du point de vue des pays émergents et en développement sur les programmes économiques internationaux. Dans un souci de cohérence et de préservation de son statut de partenaire digne de confiance et inclusif au sein du système multilatéral, il sera primordial pour l'OCDE de continuer à éclairer les discussions et les conclusions des forums internationaux tels que le G20, le G7 et l'APEC et de renforcer son dialogue avec le système des Nations Unies, en ne perdant jamais de vue sa mission fondamentale, qui consiste à garantir des politiques meilleures pour une vie meilleure.

ANNEXE A. MISE EN ŒUVRE DES OUTILS DE L'OCDE À L'APPUI DES RELATIONS MONDIALES EN 2023-24

Partenaires clés

Brésil
Principaux résultats (hors processus d'adhésion)
Principales publications: <ul style="list-style-type: none"> • Études économiques de l'OCDE (2023) • Drivers of Trust in Public Institutions in Brazil (2023) • Strengthening Integrity Leadership in Brazil's Federal Public Administration: Applying Behavioural Insights for Public Integrity (2023)
Événements à haut niveau: <ul style="list-style-type: none"> • Séminaire à haut niveau à l'intention de 13 législateurs de différents partis issus du Groupe de travail sur la réforme fiscale, Paris.
Autres contributions: <ul style="list-style-type: none"> • Soutien apporté à l'adhésion du Brésil à la Recommandation sur les droits de la propriété intellectuelle et la concurrence [OECD/LEGAL/0495], élaborée par le Comité de la concurrence auprès duquel le Brésil a un statut d'Associé • Soutien apporté à la présidence brésilienne du G20 sur les filières Sherpa et Finance
Résultats et impact
<ul style="list-style-type: none"> • Impact sur l'action publique grâce à l'adoption d'un décret harmonisant les politiques nationales relatives aux prix de transfert avec les principes de l'OCDE applicables en la matière (mars 2023), ainsi qu'à la définition et à l'établissement d'un consensus en vue de l'approbation de l'amendement constitutionnel relatif à la TVA, conformément aux normes et aux bonnes pratiques de l'OCDE. L'appui à la présidence brésilienne du G20 devrait avoir un impact à l'échelle mondiale.
Chine
Principaux résultats
Principales publications: <ul style="list-style-type: none"> • Economic Outlook for Southeast Asia, China and India 2023 Update – Resilience under Uncertainty (2023)
Événements à haut niveau : <ul style="list-style-type: none"> • Message vidéo du Secrétaire général lors de la Foire internationale des échanges de services en Chine (août 2023) • Visite à l'OCDE de Lu Hao, président du Centre de recherche sur le développement du Conseil des affaires d'État (septembre 2023) • Participation du Secrétaire général au Forum de développement de la Chine (mars 2024)
Résultats et impact
<ul style="list-style-type: none"> • Dialogue continu avec la Chine en vue de renforcer de la coopération du pays vers les normes de l'OCDE et sa prise en compte dans les publications de l'OCDE
Inde
Principaux résultats
Principales publications: <ul style="list-style-type: none"> • Multi-level governance and subnational finance in Asia and the Pacific (2023) • Economic Outlook for Southeast Asia, China and India 2023 – Reviving Tourism Post-Pandemic (2023) • Economic Outlook for Southeast Asia, China and India 2023 Update – Resilience under Uncertainty (2023) • Production Transformation Policy Reviews of an Indian State (à paraître, 2024)
Événements à haut niveau : <ul style="list-style-type: none"> • Participation du Secrétaire général au Sommet des dirigeants du G20 (septembre 2023) et aux réunions des ministres des Finances et gouverneurs de banque centrale des pays du G20 (février et juillet 2023) • Participation du Secrétaire général adjoint à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G20 (mars 2023) • Discours du Secrétaire général adjoint lors du Dialogue Raisina à New Delhi (mars 2023)
Autres contributions: <ul style="list-style-type: none"> • Contributions à la présidence indienne du G20 en 2023 • Avec le Conseil central indien des impôts directs, l'OCDE établira un nouveau centre de l'Académie de l'OCDE pour les enquêtes en matière de délinquance fiscale et financière à New Delhi [inauguration prévue en 2024]
Résultats et impact
<ul style="list-style-type: none"> • La participation approfondie de l'Inde aux organes de l'OCDE, sa convergence vers les normes de l'Organisation et son inclusion dans ses publications phares ont rapproché le pays de l'OCDE.

- Contribution en faveur d'une économie mondiale plus inclusive, fondée sur des règles, ouverte et renforcée grâce au soutien apporté à la présidence indienne du G20.

Indonésie
Principaux résultats
<p>Principales publications:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Water Financing and Disaster Risk in Indonesia (2023) • Extending Broadband Connectivity in Southeast Asia – Indonesia (2023) • <i>Études économiques de l'OCDE</i> (à paraître, 2024) • <i>Study on Services Competitiveness in Indonesia</i> (à paraître, 2024) • <i>Réglementation des marchés de produits en Indonésie : Options pour la réforme</i> (à paraître, 2024)
<p>Événements à haut niveau :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réunions du Secrétaire général à Djakarta avec le Président Widodo, des membres clés de son Cabinet, et participation à la table ronde à haut niveau des Amis de l'OCDE avec les ambassadeurs de l'OCDE à Djakarta (août 2023) • Participation du ministre des Finances Sri Mulyani à une séance du Conseil de l'OCDE pour expliquer en quoi le processus d'adhésion à l'OCDE contribuera aux objectifs de développement national de l'Indonésie (octobre 2023) • Participation du Secrétaire général à plusieurs réunions bilatérales organisées à Paris afin d'examiner le processus d'adhésion avec des ministres indonésiens, notamment avec le ministre du Commerce, le ministre de l'Industrie et le ministre de la Planification du développement national (octobre-novembre 2023) • Rencontre à Paris entre une délégation à haut niveau conduite par le secrétaire du ministère coordinateur des Affaires économiques et le Secrétariat afin de mieux comprendre le processus d'adhésion (novembre 2023)
<p>Autres contributions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de la coopération avec l'Indonésie, notamment à l'appui de sa Présidence de l'ASEAN en 2023 : 1) fiscalité <i>via</i> un agent du Centre de politique et d'administration fiscales basé à Djakarta ; 2) Programme de mobilisation de financements et d'investissements dans les énergies propres ; 3) Programme pour des infrastructures durables en Asie centrale et du Sud-Est, notamment <i>via</i> la conduite responsable des entreprises ; 4) économie bleue et pollution des mers par les plastiques ; et 5) sécurité alimentaire. • Poursuite du dialogue avec l'Indonésie sur l'adhésion à des instruments juridiques de l'OCDE, notamment dans le cadre des discussions relatives à l'adhésion : 1) Convention sur la lutte contre la corruption [OECD/LEGAL/0293] ; 2) Recommandation du Conseil sur les marchés publics [OECD/LEGAL/0411] ; 3) Recommandation du Conseil relative aux Lignes directrices sur la gouvernance des entreprises publiques [OECD/LEGAL/0414] ; 4) Recommandation du Conseil sur la gouvernance des infrastructures [OECD/LEGAL/0460] ; et 5) Recommandation du Conseil sur l'eau [OECD/LEGAL/0434].
Résultats et impact
<ul style="list-style-type: none"> • Le partenariat solide noué avec l'Indonésie dans le cadre d'une approche cohérente à l'échelle de l'ensemble de l'administration a favorisé l'adoption progressive par le pays du modèle de développement économique et social de l'OCDE, notamment dans des domaines prioritaires comme la fiscalité, l'investissement et la transition écologique. Cette démarche a joué un rôle important dans la décision indonésienne de demander l'ouverture d'un processus d'adhésion à l'OCDE en 2023.

Afrique du Sud
Principaux résultats
<p>Principales publications:</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Études économiques de l'OCDE</i> : (à paraître, T4 2024)
<p>Événements à haut niveau :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cérémonie de signature du Programme de travail conjoint (PTC) le 16 juillet 2023 par le ministre des Finances Enoch Godongwana et le Secrétaire général Mathias Cormann en marge de la réunion du G20 à Gandhinagar, en Inde
<p>Autres contributions:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Signature du Programme de travail conjoint (PTC) en juillet 2023 • Réunion des ambassadeurs de l'OCDE à Pretoria, organisée dans les locaux de l'ambassade de Pologne en sa qualité de présidente du Groupe de réflexion informel sur l'Afrique du Sud. • Obtention par l'Afrique du Sud du statut d'Associé auprès du Forum inclusif sur les approches d'atténuation des émissions de carbone (FIAAEC) en août 2023 • Poursuite de la participation de l'Afrique du Sud aux travaux stratégiques de l'OCDE, y compris la Réunion du Conseil au niveau des Ministres (RCM) : travaux sur un large éventail de domaines d'action, notamment la lutte contre la corruption, le contexte de la politique fiscale et les entreprises publiques ; examen en vue de l'adhésion de l'Afrique du Sud au Code de la libération des mouvements de capitaux [OECD/LEGAL/0002] et de son adhésion éventuelle au Code de la libération des opérations invisibles courantes [OECD/LEGAL/0001] ; et participation active aux travaux des organes de l'OCDE • Lancement du mécanisme de suivi et de coordination du Programme de travail conjoint

Résultats et impact
<ul style="list-style-type: none"> • Collaboration bilatérale renforcée : la mise en œuvre du Programme de travail conjoint (PTC) entre l’Afrique du Sud et l’OCDE constitue un pas en avant considérable au sein d’une collaboration déjà fructueuse. Cette avancée stratégique, avalisée par le Président Cyril Ramaphosa, étaiera le déploiement de projets nécessaires et ambitieux dans les secteurs stratégiques pour l’Afrique du Sud, en droite ligne du Programme national de développement, et renforcera l’adoption par l’Afrique du Sud, des normes et instruments de l’OCDE. • Préparation de la présidence du G20 : dans la perspective de la présidence sud-africaine du G20, en 2025, l’OCDE coopère activement avec l’Afrique du Sud pour étudier les formes de soutien que l’Organisation peut proposer, dans un contexte de réaction positive de l’Afrique du Sud, qui souhaite faire de la collaboration dans certains domaines clés une priorité. L’OCDE a pour objectif d’apporter son concours dans la définition des priorités et des résultats, le renforcement des capacités et l’avancement des programmes d’action déjà en cours.

Approches régionales et par pays

Eurasie
Principaux résultats
Principales publications: <ul style="list-style-type: none"> • SME Policy Index: Eastern Partner Countries 2024 (2023) • Realising the Potential of the Middle Corridor (2023) • Improving the Legal Environment for Business and Investment in Central Asia: Progress Report (2023) • Trade Facilitation in Central Asia (2023)
Événements à haut niveau : <ul style="list-style-type: none"> • Semaine de l’Eurasie de l’OCDE, siège de l’OCDE, Paris, 12-14 décembre 2023 • Realising the Potential of the Middle Corridor (Concrétiser le potentiel du Corridor médian) (avec le Centre de l’OCDE à Istanbul), 6 novembre 2023 • Forum économique UE-Asie centrale à Almaty, au Kazakhstan, mai 2023
Autres contributions: <ul style="list-style-type: none"> • Organisation du Forum économique UE-Asie centrale 2023, à Almaty, au Kazakhstan, 2023
Résultats et impact
<ul style="list-style-type: none"> • Impact sur l’action publique avec la ratification par l’Azerbaïdjan et l’Arménie de la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l’érosion de la base d’imposition et le transfert de bénéfices [OECD/LEGAL/0432] ; le Tadjikistan a exprimé sa volonté de faire de même. • Le Kazakhstan a rejoint le Forum inclusif sur les approches d’atténuation des émissions de carbone (FIAAEC), et l’Ukraine et l’Ouzbékistan ont fait part de leur intention d’y adhérer également, contribuant au rapprochement des pays de la région des travaux de l’Organisation sur le changement climatique. • La Semaine de l’Eurasie a redynamisé le dialogue à haut niveau sur les politiques à suivre entre l’OCDE et les pays de la région et Le protocole d’accord signé entre l’OCDE et la République de Moldova a permis d’étendre davantage la coopération afin de soutenir le pays dans une période particulièrement difficile.

Ukraine (Membre potentiel)
Principaux résultats
Principales publications: <ul style="list-style-type: none"> • Competition Market Study of Ukraine’s Electricity Sector (juin 2023) • Review of Energy Subsidies in the Context of Energy Sector Reforms in Ukraine (décembre 2023) • Public Administration in Ukraine: Assessment against the Principles of Public Administration (février 2024)
Événements à haut niveau : <ul style="list-style-type: none"> • Ukraine Recovery Conference (Conférence sur la reprise en Ukraine), Londres • Six réunions de la Plateforme de coordination de l’aide financière à l’Ukraine
Autres contributions: <ul style="list-style-type: none"> • Contribution (commentaires sur le projet de plan et renforcement des capacités) au Plan pour l’Ukraine • Financement et mise en œuvre du Programme-pays pour l’Ukraine de l’OCDE (plus de 59 % du budget mobilisé, lancement de huit examens de l’OCDE et de cinq activités de renforcement des capacités au cours du second semestre 2023) • Analyse par l’OCDE d’un nouveau projet de loi sur la gouvernance des entreprises publiques, préparé pour examen au niveau du parlement et par le G7 et d’autres donateurs
Résultats et impact
<ul style="list-style-type: none"> • L’OCDE maintient résolument son engagement aux côtés de l’Ukraine, qui est un Membre potentiel de l’Organisation. Elle a rapidement avancé dans la mise en œuvre du programme-pays pour l’Ukraine, rendu opérationnel le Bureau de l’OCDE à Kyïv et contribué sur le fond au « Plan pour l’Ukraine » élaboré par les autorités ukrainiennes en lien avec la facilité pour l’Ukraine prévue par l’UE.

Amérique latine et Caraïbes (ALC)
Principaux résultats
Principales publications: <ul style="list-style-type: none"> • Towards Climate Resilience and Neutrality in Latin America and the Caribbean: Key Policy Priorities (2023) • Action Plan towards Climate Resilience and Neutrality in Latin America and the Caribbean (2023) • Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean (2023) • Skills in Latin America: Insights from the Survey of Adult Skills (PIAAC) (2023) • Health at a Glance: Latin America and the Caribbean (2023) • Latin American Economic Outlook 2023: Investing in Sustainable Development (2023) • SME Policy Index: Latin America, second edition (à paraître, 2024)
Événements à haut niveau : <ul style="list-style-type: none"> • 1er Sommet ministériel de l'ALC sur la durabilité environnementale (octobre 2023)
Autres contributions: <ul style="list-style-type: none"> • Publication de 13 Synthèses sur la durabilité environnementale • Trois dialogues régionaux sur les politiques à suivre et deux ateliers sur la durabilité environnementale • Perspectives économiques de l'OCDE — Synthèse en espagnol pour 7 pays de la région ALC et Conférence de presse et débat à la Casa de America, à Madrid • 13 réunions des Réseaux thématiques régionaux en 2023 • Pavillon virtuel de l'OCDE et de l'ALC à l'occasion de la COP28 : L'action face au changement climatique en Amérique latine et dans les Caraïbes : principales priorités et bonnes pratiques
Résultats et impact
<ul style="list-style-type: none"> • Les partenariats avec les organisations internationales de la région sont plus solides que jamais. Dix manifestations parallèles ont eu lieu en marge du Sommet ministériel au Costa Rica, organisé entre autres par la Fondation UE-ALC, l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'Organisation ibéro-américaine de la jeunesse. La CAF — Banque de développement d'Amérique latine et l'UE ont apporté un soutien financier au Sommet ministériel. • Le Sommet ministériel et le plan d'action ont renforcé la position de l'OCDE sur le programme d'action en faveur de la durabilité environnementale dans la région. L'Organisation a été invitée pour la première fois à prendre part au Forum des ministres de l'Environnement de la région ALC, qui s'est déroulé au Panama peu après le Sommet ministériel organisé au Costa Rica. De nouveaux partenaires ont pris part à la COP28 : le CCAP, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Coalition for Circular Economy (Coalition pour l'économie circulaire). • Dix membres de la région Amérique latine et Caraïbes sont devenus Associés/membres du Forum inclusif sur les approches d'atténuation des émissions de carbone (FIAAEC). • Participation et visibilité accrues de l'OCDE dans les principaux sommets régionaux, notamment le Sommet ibéro-américain, en mars 2023, et le Sommet UE-ALC en juillet 2023.

Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA)
Principaux résultats
Principales publications: <ul style="list-style-type: none"> • Examen de l'autonomisation économique des femmes au Maroc, dans le cadre de la phase 2 du programme-pays relatif au Maroc (janvier 2024) • Addressing Informality in the Middle East and North Africa: Policy perspectives from the region, publication OIT/OCDE/PNUD (avril 2024)
Événements à haut niveau : <ul style="list-style-type: none"> • Lancement du programme-pays relatif à l'Égypte (17-18 octobre 2023) • Protocole d'accord avec l'Union africaine et Programme de travail pour le Partenariat OCDE-Afrique (octobre 2023) • Séminaire de clôture du projet EAU-OCDE sur l'alignement des politiques (19-20 décembre 2023) • Comité de coordination du programme-pays relatif à l'Égypte (15 avril 2024) • Première table ronde sur les actions collectives, Le Caire (à venir, T4 2024)
Autres contributions: <ul style="list-style-type: none"> • Programme-pays OCDE-Égypte • Programme-pays relatif au Maroc • Programme UE-OCDE pour l'investissement en Méditerranée • Projet OCDE-Siemens sur les conditions de concurrence équitables pour la compétitivité en Algérie et en Arabie saoudite • Projet UE-OCDE sur la promotion du dialogue public-privé en Libye • Projet UE-OCDE sur la promotion de la résilience économique au Yémen • Projet EAU-OCDE sur l'alignement des politiques

<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la coopération avec l'Arabie saoudite, discussions en vue d'un protocole d'accord et d'un plan d'action avec le ministère de l'Économie et de la Planification • Autonomisation économique des femmes sur la rive sud de la Méditerranée : Renforcement de l'inclusion financière des femmes entrepreneurs et de leur accès aux financements à l'ère du numérique (projet à venir, 2024)
Résultats et impact
<ul style="list-style-type: none"> • L'OCDE s'est maintenue à la pointe des partenariats innovants avec la région MENA. L'Organisation a enclenché des discussions sur les défis et les priorités des politiques, sur la base des normes et des bonnes pratiques de l'OCDE, offrant une enceinte respectée et bien établie au service du dialogue sur les politiques à suivre et de l'apprentissage entre pairs en vue de relever les défis mondiaux et d'uniformiser les règles du jeu au niveau international.

Égypte
Principaux résultats
<p>Principales publications:</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Études économiques de l'OCDE : Égypte 2024</i> (lancement février 2024) <p>Événements à haut niveau:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Événement de lancement du programme-pays relatif à l'Égypte (octobre 2023) • Visite du ministre égyptien des TIC à l'OCDE en juin 2023 en vue de renforcer la collaboration dans le domaine des technologies de l'information et des communications • Participation de l'Ambassadeur d'Égypte, M. Alaa Youssef, à la Réunion du Conseil au niveau des Ministres (RCM) <p>Autres contributions:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réunion du Comité de coordination du programme-pays relatif à l'Égypte (mai 2023) • La rencontre entre le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr Mohamed Ayman Ashour, et les principaux directeurs dans les locaux de l'OCDE en novembre 2023 a illustré la contribution active de l'Égypte dans les discussions sur la science, la technologie et l'éducation • La participation du vice-ministre des Finances Ahmed Kouchouk aux réunions du Forum inclusif sur les approches d'atténuation des émissions de carbone (FIAAEC) a consolidé davantage le rôle de l'Égypte dans l'action climatique • Dans le cadre du Programme-pays, l'OCDE évalue l'alignement de l'Égypte sur la Recommandation du Conseil sur les stratégies numériques gouvernementales [OECD/LEGAL/0406], tout en œuvrant à l'inclusion de l'Égypte dans le champ couvert par l'Indice de l'administration numérique de l'OCDE
Résultats et impact
<ul style="list-style-type: none"> • Le programme-pays relatif à l'Égypte a apporté une contribution efficace à la conception de la nouvelle stratégie égyptienne concernant l'intelligence artificielle, a abouti à la formulation de conseils sur les réformes économiques au travers de la première étude économique de l'OCDE portant sur l'Égypte et a activement renforcé les capacités pour la mise en œuvre des ODD. Ces résultats seront étoffés au cours des deux prochaines années de mise en œuvre continue.

Maroc
Principaux résultats
<p>Principales publications:</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Les contrats entre niveaux de gouvernement, Un outil pour la régionalisation avancée au Maroc</i> (2023) • <i>Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique : Maroc</i> (2023) • <i>De l'engagement à la mise en œuvre : Assurer l'autonomisation économique des femmes au Maroc</i> (16 janvier 2024) • <i>Études économiques de l'OCDE : Maroc 2024</i> (à paraître, septembre 2024) <p>Événements à haut niveau:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Discussion stratégique à haut niveau dans le cadre du programme-pays relatif au Maroc (20 juin 2023) • Manifestation à haut niveau pour le lancement de la publication <i>Études économiques de l'OCDE : Maroc 2024</i> et la présentation des résultats de l'étude (à venir, septembre 2024) <p>Autres contributions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La réunion des Ambassadeurs de l'OCDE à Rabat a rassemblé une vingtaine d'Ambassadeurs et de hauts représentants de pays de l'OCDE, ainsi que d'organisations partenaires telles que les Nations Unies et le FMI, avec pour objectif d'exposer les premières conclusions et l'impact du programme-pays relatif au Maroc et d'examiner les actions futures (juin 2023) • Réunion stratégique OCDE-Maroc organisée à Rabat afin d'engager une réflexion stratégique approfondie sur la phase 2 du programme-pays relatif au Maroc et son impact et d'examiner la voie à suivre avec de hauts responsables et des experts de l'OCDE participant à la mise en œuvre du programme (juin 2023) • Manifestation organisée pour lancer et présenter l'examen de la gouvernance publique au Maroc et examiner la voie à suivre pour mettre en œuvre la recommandation (juin 2023) • Lancement officiel à Paris du Bureau économique du Maroc à l'OCDE (octobre 2023) • 5^e réunion de coordination du programme-pays relatif au Maroc, qui a permis de passer en revue les progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme et de définir les étapes prévues jusqu'à la fin du programme en juin 2024

(novembre 2023)
<ul style="list-style-type: none"> • Une table ronde consacrée à la mise en œuvre de la Recommandation du Conseil sur l'égalité entre hommes et femmes en matière d'éducation, d'emploi et d'entrepreneuriat au Maroc a été organisée à Rabat dans le but de présenter un rapport sur l'autonomisation économique des femmes (16 janvier 2024)
Résultats et impact
<ul style="list-style-type: none"> • Dans tous les domaines de travail couverts par le programme par pays, les projets ont établi ou consolidé des dispositifs visant à renforcer la cohérence des politiques et la coordination interministérielle, et ont soutenu les objectifs du Nouveau modèle de développement et le programme gouvernemental. • Les travaux menés par le bureau du Maroc dans le cadre de l'Étude économique améliorent déjà la méthodologie utilisée afin de collecter et analyser les données nécessaires à la production de prévisions macroéconomiques.

Partenariat OCDE-Afrique
Principaux résultats
<p>Principales publications:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dynamiques du développement en Afrique 2023 • Dynamiques du développement en Afrique 2024 (à paraître, 2024) • Statistiques des recettes publiques 2023 • Statistiques des recettes publiques 2024 (à paraître, T3 2024) • Urbanisation et conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest (2023) • La fiscalité internationale et l'Afrique : rapport de l'OCDE à l'intention des ministres des Finances et des gouverneurs de banque centrale du G7 (2023) • Perspectives des politiques de l'investissement durable dans les pays de la communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) (24 janvier 2024) <p>Événements à haut niveau :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Protocole d'accord avec l'Union africaine et Programme de travail pour le Partenariat OCDE-Afrique (octobre 2023) • Forum économique international CUA-OCDE sur l'Afrique (octobre 2023) • Signature du programme commun de travail avec l'Afrique du Sud (juillet 2023) • Dialogue CUA-OCDE sur la gouvernance mondiale de l'IA • Forum économique international CUA-OCDE sur l'Afrique (à venir, T4 2024) • Lancement de la Plateforme virtuelle d'investissement pour l'Afrique CUA-OCDE, en marge de la réunion des chefs d'État et de gouvernement du G7 (à venir, T2 2024) <p>Autres contributions:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plateforme virtuelle d'investissement pour l'Afrique CUA-OCDE (à venir, 2024) • Programme OCDE pour l'investissement durable en Afrique (SIPA) • Programme de mise en œuvre du Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais • Initiative Afrique du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales et partenaires régionaux en Afrique • Programme d'appui à la transition fiscale en Afrique de l'Ouest • Plateforme CUA-OCDE sur l'investissement et la transformation productive en Afrique • CEDEAO : Libérer l'investissement au service du développement • Réseau Marchés émergents (EMnet) • Boîte à outils pour l'application de la TVA aux échanges numériques en Afrique • Initiative conjointe OCDE/BAfD pour soutenir l'intégrité dans les affaires et la lutte contre la corruption en Afrique • Projet commun de l'OCDE et du MAEP sur la cohérence des politiques en vue de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063 en Afrique • Élaboration du programme-pays relatif à Maurice (à venir, septembre 2024)
Résultats et impact
<ul style="list-style-type: none"> • Impact sur l'action publique grâce à une collaboration mutuellement bénéfique dans des domaines qui sont cruciaux à la fois pour le programme africain de transformation et pour l'économie mondiale. Le protocole d'accord conclu entre l'OCDE et l'Union africaine a renforcé la cohérence et l'efficacité de la coopération, préparant ainsi un resserrement des liens et la production d'un impact concret dans des domaines stratégiques présentant un intérêt mutuel.

Asie du Sud-Est
Principaux résultats
<p>Principales publications:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Multi-level governance and subnational finance in Asia and the Pacific (2023) • Enabling Sustainable Investment in ASEAN (2023) • Revenue Statistics in Asia and the Pacific (2023) • Extending Connectivity in SEA: Outreach Programme of the OECD Broadband Connectivity Recommendation (2023)

<ul style="list-style-type: none"> • Economic Outlook for Southeast Asia, China and India 2023 - Update: Resilience Under Uncertainty (2023) • Harmful Tax Practices – 2022 Peer Review Reports on the Exchange of Information on Tax Rulings (2023) • Agricultural Policy Monitoring and Evaluation 2023, Adapting Agriculture to Climate Change (chapitres consacrés aux Philippines, au Viet Nam et à l'Indonésie) (2023) • Études économiques de l'OCDE : Viet Nam (2023) • OECD Skills Strategy Southeast Asia (2023) • Corporate Bond Markets in Asia: Challenges and Opportunities for Growth Companies (2024) • SIGI 2024 Regional Report for Southeast Asia: Time to Care (2024) • The Limits of DeFi for Financial Inclusion: Lessons from ASEAN (2024) • Nature-based solutions for flood management in Asia and the Pacific (2024) • Towards Greener and More Inclusive Societies in Southeast Asia (2024) • Fostering Catastrophe Bond Markets in Asia and the Pacific (2024) • ASEAN SME Policy Index 2024 (à paraître) • Start-up Asia: Chasing the innovation frontier (à paraître)
<p>Événements à haut niveau:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 4^e réunion de haut niveau de l'Initiative Asie du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales (27 avril 2023) • 3^e dialogue régional sur la politique de la mer consacré à la pollution des mers par les plastiques en Asie du Sud-Est, Bali, Indonésie (3-4 mai 2023) • 6^e Sommet de l'ASEAN, <i>Inclusive Business</i>, Bali, Indonésie (23-25 août 2023) • 11^e table ronde régionale asiatique OCDE-AMRO-BAsD-ADB-ERIA sur les politiques macroéconomiques et structurelles, Jakarta, Indonésie (3 septembre 2023) • Édition 2023 du Forum ministériel sur l'Asie du Sud-Est de l'OCDE, Hanoï, Viet Nam (26-27 octobre 2023) • Événement à haut niveau pour le lancement de la publication <i>Extending Connectivity in SEA : Outreach Programme of the OECD Broadband Connectivity Recommendation</i>, Hanoï, Viet Nam, (27 octobre 2023) • 5^e réunion de haut niveau de l'Initiative Asie du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales (28 novembre 2023) • Représentants de haut niveau des autorités de la concurrence de la région Asie-Pacifique (décembre 2023) • Lancement de la Feuille de route pour les financements et les investissements en faveur des énergies propres aux Philippines (7 March 2024)
<p>Autres contributions:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lancement anticipé du programme-pays relatif au Viet Nam (2024) • Statut de Participant auprès du Comité des échanges octroyé à Singapour • Signature et ratification par le Viêt Nam de la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS) [OECD/LEGAL/0432] et à la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale telle qu'amendée par le Protocole de 2010 [OECD/LEGAL/0382]
Résultats et impact
<ul style="list-style-type: none"> • L'engagement de longue date du Programme régional avec l'Asie du Sud-Est et ses travaux visant à mieux faire comprendre les travaux, les objectifs et les valeurs de l'OCDE ont contribué à créer les conditions permettant aux pays de la région de manifester leur intérêt en vue de devenir Membres de l'OCDE.

Programme-pays relatif à la Thaïlande — Phase 2
Principaux résultats
<p>Principales publications:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Global Forum on Transparency and Exchange of Information for Tax Purposes: Thailand 2023 (Second Round): Peer Review Report on the Exchange of Information on Request (2023) • Seconde Étude économique de la Thaïlande réalisée par l'OCDE (décembre 2023) • Feuille de route pour les financements et les investissements en faveur des énergies propres en Thaïlande (à paraître, T2 2024) • Examen par l'OCDE de la gouvernance des entreprises publiques en Thaïlande (à paraître, T3 2024) • Rapport d'analyse du cadre de lutte contre la corruption de la Thaïlande (à paraître, 2024) • Examen du leadership et des aptitudes de la fonction publique au sein de l'administration centrale thaïlandaise (à paraître, 2024) • Examen sur la gouvernance publique de la Thaïlande (à paraître, 2024) • Examen par l'OCDE du Système statistique de la Thaïlande (à paraître, 2024) • Examen par l'OCDE de la politique de la réglementation de la Thaïlande (à paraître, 2024) • Stratégie de l'OCDE sur les compétences : rapport d'évaluation et de recommandations pour la Thaïlande (à paraître, 2024)
<p>Événements à haut niveau:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lancement de la <i>Seconde Étude économique de la Thaïlande</i> (décembre 2023)

<ul style="list-style-type: none"> • Lancement de la Feuille de route pour les financements et les investissements en faveur des énergies propres en Thaïlande (à venir, T2 2024) • Examen à mi-parcours de la phase 2 du programme relatif à la Thaïlande (à venir, T4 2024)
Autres contributions: <ul style="list-style-type: none"> • Présentation de l'état d'avancement de la phase 2 du programme-pays relatif à la Thaïlande par un représentant de haut niveau du gouvernement thaïlandais au Comité des relations extérieures en novembre 2023
Résultats et impact
<ul style="list-style-type: none"> • L'approfondissement de l'engagement entre l'OCDE et la Thaïlande, en particulier l'examen par la Thaïlande de la possibilité d'améliorer son statut au sein des organes de l'OCDE et d'accroître son alignement et son adhésion potentielle aux instruments juridiques de l'OCDE. • S'appuyant sur son engagement de longue date avec l'OCDE, la Thaïlande envisage de demander à entamer le processus d'adhésion à l'OCDE en février 2024. La préparation des agences gouvernementales est en cours.

Europe du Sud-Est (ESE)
Principaux résultats
Principales publications: <ul style="list-style-type: none"> • Economic Convergence Scoreboard for the Western Balkans 2023 (2023) • Developing Anti-Corruption Programmes in State-Owned Enterprises: Manual for compliance officers in Croatia and Serbia (2023)
Événements à haut niveau : <ul style="list-style-type: none"> • Publication de l'OCDE sur les perspectives de la compétitivité 2024 dans les Balkans occidentaux (<i>Competitiveness Outlook</i>) <ul style="list-style-type: none"> ○ Réunion de lancement des évaluations régionales, OCDE Paris (avril 2023) ○ Huit tables rondes exploratoires dans les Balkans occidentaux (juillet-octobre 2023) : Tirana, Sarajevo, Banja Luka, Mostar, Skopje, Pristina, Podgorica, Belgrade ○ Conférence à haut niveau sur le thème de la « Transition numérique en Serbie » avec la participation du Secrétaire général et du Premier ministre, Belgrade, Serbie (octobre 2023) ○ Table ronde régionale consacrée à la présentation des conclusions des évaluations régionales préliminaires, Centre de l'OCDE à Istanbul (décembre 2023) • Événement de lancement régional de l'OCDE sur l'économie circulaire au Centre de l'OCDE d'Istanbul (avril 2023) et 14 réunions de parties prenantes visant à préparer les feuilles de route pour l'économie circulaire en Albanie et en Macédoine du Nord • Entretiens de l'OCDE à Dubrovnik, axés sur les migrations de travail en Europe du Sud-Est, lancés par le ministre croate des Affaires étrangères et européennes (Forum de Dubrovnik, juillet 2023) • Participation du Secrétaire général adjoint au Sommet 2023 des Balkans occidentaux dans le cadre du processus de Berlin : Réunion des dirigeants et Réunion des ministres de l'Économie (octobre 2023) • Réunion des Amis de l'Europe du Sud-Est avec le ministre croate des Affaires étrangères et européennes, suivie d'une cérémonie officielle de signature du projet des Balkans occidentaux soutenu par la Croatie avec le Secrétaire général et le ministre (novembre 2023)
Autres contributions: <ul style="list-style-type: none"> • Apport de contributions analytiques aux rapports publiés par l'UE au titre du « paquet élargissement », qui suivent les progrès accomplis par les Balkans occidentaux sur la voie de l'adhésion à l'UE • Poursuite des activités de dialogue sur les politiques à suivre (lutte contre la pollution par les plastiques, politique relative à la concurrence, ou encore services de soutien aux entreprises, par exemple)
Résultats et impact
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement du rôle de l'OCDE au plus haut niveau politique dans le soutien aux réformes économiques dans les Balkans occidentaux et dans la préparation des économies de la région à un avenir axé sur l'écologie et le numérique, grâce à la participation au Sommet des dirigeants et à la Réunion des ministres de l'Économie dans le cadre du Processus de Berlin, ainsi qu'à des réunions bilatérales entre le Secrétaire général et des dirigeants et des ministres de la région. • Amélioration de la capacité des responsables de l'action publique et des parties prenantes non gouvernementales des Balkans occidentaux à recenser les enjeux pour l'action publique et les priorités de réforme propres à chaque économie, conformément aux normes et aux bonnes pratiques de l'OCDE et de l'UE, et sensibilisation accrue des responsables de l'action publique des Balkans occidentaux aux défis communs et au potentiel de collaboration régionale dans le cadre des activités liées à l'édition 2024 de la Publication de l'OCDE sur les perspectives de la compétitivité dans les Balkans occidentaux (<i>Competitiveness Outlook</i>). • Renforcement des capacités des responsables de l'action publique à suivre la convergence économique des Balkans occidentaux vers l'UE et l'OCDE, et à répertorier les domaines d'action prioritaires à l'appui d'une croissance économique renforcée. • Soutien à l'adoption et/ou à la mise en œuvre de réformes prioritaires visant à instaurer des règles du jeu équitables (adoption par la Serbie d'une nouvelle stratégie relative aux entreprises publiques, mise à jour par la Croatie de sa loi sur les lanceurs d'alerte, modification par la Bosnie-Herzégovine de sa loi sur les marchés publics, par exemple).

- Participation accrue des parties prenantes à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques en faveur de l'économie circulaire dans les Balkans occidentaux, grâce à l'élaboration de feuilles de route sur l'économie circulaire et à la création d'une plateforme de dialogue régional entre pairs sur l'économie circulaire.
- Renforcement des capacités institutionnelles de mise en œuvre des stratégies nationales de transformation numérique dans les Balkans occidentaux, avec à la clé un déploiement accru des services en ligne disponibles pour les citoyens et les entreprises.

Coopération avec d'autres organisations internationales et forums mondiaux

Collaboration avec le G20, le G7, l'APEC et les Nations Unies
Principaux résultats
<p>Principales publications:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Principes de gouvernance d'entreprise du G20 et de l'OCDE (2023) • Bottlenecks to Access SDG Finance in Developing Countries (2023) • Financing Cities of Tomorrow (2023) • Women at Work in G20 Countries (2023) (Les femmes au travail dans les pays du G20) • Towards An Orderly Green Transition – Investing Requirements and Managing Risks to Capital Flows (2023) • Tableau de bord et Rapport du G7 sur la mise en œuvre de l'égalité des genres (2023) • Coopération fiscale au XXIe siècle (2023) • Vers une vision commune à l'échelle du G7 sur l'IA générative (2023)
<p>Événements à haut niveau:</p> <ul style="list-style-type: none"> • En 2023, le Secrétaire général de l'OCDE a participé au Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays du G7 à Hiroshima, au Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays du G20 à Delhi (ainsi qu'à un Sommet des chefs d'État et de gouvernement qui s'est tenu à distance, sur l'invitation de la présidence indienne du G20 en 2023), à onze réunions des ministres des Finances et des gouverneurs de banque centrale du G7 et du G20, sur place ou à distance, et aux réunions des ministres des Finances de l'APEC à San Francisco. • Le Secrétaire général adjoint Knudsen a assisté à la réunion des ministres de l'Agriculture du G7, à la réunion des ministres du Numérique et de la Technologie du G7, à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G20, à la réunion des ministres de l'Économie numérique du G20 et à la réunion des ministres du Commerce et de l'Investissement du G20 • La Secrétaire générale adjointe Jones a assisté à la réunion des ministres du Climat, de l'Énergie et de l'Environnement du G7 • Le Secrétaire général adjoint Takeuchi a assisté à la réunion des ministres de l'Éducation du G7, à la réunion des ministres de l'Emploi du G7, à la réunion des ministres du Développement urbain durable du G7, à la réunion des ministres du Commerce du G7 (aux côtés du Secrétaire général), à la réunion des ministres de l'Éducation du G20, à la réunion des ministres du Travail et de l'Emploi du G20, à la réunion des ministres de la Santé du G20 et à la réunion conjointe des ministres des Finances et de la Santé du G20 • Contribution active au Forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2023 (juillet 2023, New York) • Participation à haut niveau au Sommet 2023 sur les ODD et au Dialogue à haut niveau sur le financement du développement • Participation au Forum 2024 de l'ECOSOC sur le financement du développement
<p>Autres contributions :</p> <p><i>Présidence japonaise du G7 en 2023 (achevée)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Éclairage des discussions sur l'impact économique de la guerre d'agression à grande échelle menée par la Russie contre l'Ukraine • Point sur la mise en œuvre de la solution reposant sur deux piliers, préparation du tableau de bord du G7 de 2023 sur les disparités entre les femmes et les hommes et soutien au Processus d'Hiroshima sur l'IA • Analyses fournies sur : les subventions industrielles et les flux transfrontières de données, les impacts et les coûts des mesures de coercition économique, les vulnérabilités dans les chaînes d'approvisionnement en énergie propre, et l'investissement direct étranger dans les infrastructures critiques dans les pays de l'ASEAN et en Afrique <p><i>Présidence italienne du G7 en 2024 (en cours)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Examen des contributions possibles aux priorités de l'Italie, notamment : solliciter et mobiliser les pays africains en tant qu'acteurs et partenaires de l'action climatique, de la sécurité énergétique et des migrations, et ouvrir des possibilités d'investissement et de création d'emplois dans les pays africains ; soutenir les efforts du G7 en faveur du redressement et de la reconstruction de l'Ukraine ; faire progresser les travaux sur l'intelligence artificielle générative ; et mettre à profit le Forum inclusif sur les approches d'atténuation des émissions de carbone (FIAAEC) pour éclairer le dialogue et les initiatives d'ouverture en faveur des pays du Sud sur les politiques d'atténuation du changement climatique • Préparation du tableau de bord du G7 de 2024 sur les disparités entre les femmes et les hommes <p><i>Présidence indienne du G20 en 2023 (achevée)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Éclairage des discussions sur l'impact économique de la guerre d'agression à grande échelle menée par la Russie contre l'Ukraine • Communication aux membres du G20 d'informations relatives à la mise en œuvre de la solution reposant sur deux piliers et aux initiatives de l'OCDE en matière de transparence fiscale

- Éclairage des discussions sur le Pacte de développement vert du G20 et les Principes de haut niveau du G20 sur les modes de vie favorables au développement durable
- Soutien à la mise en œuvre de la Feuille de route du G20 pour la finance durable et du plan d'action du G20 relatif à l'Agenda 2030
- Contribution à la révision des Principes de gouvernance d'entreprise de l'OCDE et du G20 et soutien au Dialogue entre investisseurs dans les infrastructures du G20 et de l'OCDE
- Poursuite du suivi annuel conjoint OCDE-OIT des Objectifs de Brisbane et d'Antalya

Présidence brésilienne du G20 en 2024 (en cours)

- Appui à la priorité du Brésil portant sur l'« Administration numérique grâce à une infrastructure publique numérique fiable et inclusive au service du développement » sous la forme d'analyses de l'identité numérique et de l'infrastructure publique numérique, de la création de contenu pour les principaux résultats attendus du Brésil dans le cadre du Groupe de travail sur l'économie numérique et de l'organisation conjointe de manifestations
- Éclairage des travaux sur la formation des professionnels de l'éducation et la valorisation des carrières d'enseignant, notamment des échanges internationaux
- Préparation d'analyses sur les chaînes d'approvisionnement agroalimentaires et sur la coopération trilatérale
- Contribution aux travaux de tous les groupes de travail de la filière Finance, avec des résultats attendus dont une analyse des effets redistributifs des politiques vertes ; des contributions analytiques sur la résilience des flux de capitaux et l'émission de dette souveraine dans les économies émergentes et en développement ; et un rapport sur le financement et l'investissement en faveur d'infrastructures résilientes face au changement climatique

Année d'accueil de l'APEC par les États-Unis en 2023 (achevée)

- Soutien à l'élaboration et au déploiement de l'Indice de restrictivité des échanges de services de l'APEC, qui est fondé sur celui de l'OCDE
- Soutien à un projet de modernisation et d'harmonisation des Principes de l'APEC sur la prévention de la corruption et l'application des lois anticorruption avec les normes de l'OCDE (par exemple, la Recommandation anticorruption)

Année d'accueil de l'APEC par le Pérou en 2024 (en cours)

- Étude des contributions possibles sur les échanges inclusifs, l'autonomisation des femmes, l'économie informelle, les énergies renouvelables et la finance durable
- Préparation de deux ateliers sur la finance durable (février 2024)

Processus de l'Organisation des Nations Unies

- Contribution, sous forme de travaux d'analyse, aux actions de suivi et d'évaluation de la réalisation des ODD à l'échelle mondiale, notamment dans le contexte du Forum politique de haut niveau, du Sommet sur les ODD et du processus d'examen du financement du développement
- Contributions au dialogue sur les politiques à suivre sur des thématiques telles que le financement du développement, l'eau, les villes, le développement dans les pays à revenu intermédiaire et les petits États insulaires en développement
- Régulièrement, séances informelles d'information des Membres et des Partenaires sur les problématiques actuelles et émergentes (fiscalité, par exemple)

Résultats et impact

- Amélioration de la visibilité de l'OCDE en Asie du Sud grâce à la collaboration avec la présidence indienne du G20 en 2023
- Au travers de leur communiqué, les dirigeants du G7 de 2023 ont exprimé leur soutien « ferme » au Forum inclusif sur les approches d'atténuation des émissions de carbone de l'OCDE ; ont souligné de nouveau la ferme volonté politique du G7 de mettre en œuvre rapidement à l'échelle mondiale la solution reposant sur deux piliers ; ont salué la Déclaration de l'OCDE sur l'accès des pouvoirs publics aux données à caractère personnel détenues par des entités du secteur privé ; et ont mis en avant le Tableau de bord du G7 sur les disparités entre les femmes et les hommes, entre autres contributions de l'OCDE.
- La Déclaration des chefs d'État et de gouvernement du G20 de 2023 contenait de nombreuses références à l'OCDE. À titre d'exemple, les chefs d'État et de gouvernement du G20 : approuvé les Principes révisés de gouvernance d'entreprise du G20 et de l'OCDE ; se réjouissent à la perspective d'élargir la participation à la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption, le cas échéant ; ont réaffirmé leur engagement à atteindre l'Objectif de Brisbane et demandé à l'OIT et à l'OCDE de rendre compte chaque année des progrès accomplis ; sont convenus d'étendre la portée des bases de données sur les compétences pour l'emploi de l'OIT et de l'OCDE aux pays du G20, le cas échéant ; et ont réitéré leur engagement à mettre en œuvre rapidement la solution reposant sur deux piliers.
- Amélioration de la connaissance et de l'appréciation des normes et des organes de l'OCDE et de leur contribution aux efforts déployés à travers le monde à l'appui du développement sous les auspices des Nations Unies.
- Renforcement de la sensibilisation aux risques et aux défis potentiels soulevés par les évolutions enregistrées à l'ONU, ainsi que des capacités du Secrétariat et des Membres à y répondre.

ANNEXE B. ADHÉSION AUX INSTRUMENTS JURIDIQUES DE L'OCDE ET PARTICIPATION AUX TRAVAUX DES ORGANES DE L'OCDE

La principale finalité de la Stratégie des relations mondiales de l'OCDE est d'intégrer les non-Membres dans les travaux de l'Organisation, de façon à relever les défis mondiaux et à instaurer des règles du jeu équitables à l'échelle mondiale. L'adhésion aux instruments juridiques de l'OCDE et les partenariats au sein des organes de l'Organisation demeurent essentiels pour permettre à celle-ci de promouvoir et diffuser ses valeurs, de renforcer la pertinence de l'alignement sur ses normes et d'enrichir les débats sur les politiques à suivre au sein des organes de l'OCDE en proposant des éclairages différents ou nouveaux. La participation de partenaires aux réunions contribue également à élargir le champ couvert par les bases de données et les indicateurs de l'OCDE, et à établir des comparaisons plus globales et plus précises des politiques et des pratiques à l'échelon international.

Le nombre de partenariats et d'adhésions par des pays non Membres continue d'augmenter en dépit de l'incertitude qui entoure le contexte mondial. À ce jour, le nombre d'adhésions de pays partenaires aux 268 instruments juridiques de l'OCDE actuellement en vigueur s'élève à 1076 au total, dont 50 ont été effectuées au cours de l'année écoulée. Les pays candidats à l'adhésion, les Partenaires clés et les pays du G20 non Membres de l'OCDE, ainsi que les Partenaires faisant l'objet d'un programme-pays ou de toute autre approche par pays structurée (voir la liste figurant dans le Tableau 1) représentent 647 adhésions, soit 60 % des adhésions de non-Membres.

Tableau 1. Partenariats et adhésion d'une sélection de pays partenaires

Les pays non Membres figurant dans ce tableau sont des Partenaires clés, des pays du G20¹, des pays candidats à l'adhésion et certains autres partenaires sélectionnés.

Pays	Partenariats ²			Adhésions ³
	Associé/membre	Participant	Total	
Argentine ^{b, d}	14	17	31	58
Brésil ^{a, b, d}	16	22	38	119
Bulgarie ^d	13	9	22	62
Chine ^{a, b}	7	5	12	10
Croatie ^d	9	5	14	50
Egypte ^c	6	7	13	25
Inde ^{a, b}	10	10	20	14
Indonésie ^{a, b}	6	5	11	15
Kazakhstan ^c	9	14	23	42
Maurice ^c	4	1	5	2
Maroc ^c	10	3	13	35
Pérou ^{c, d}	7	12	19	53
Roumanie ^d	17	6	23	79
Arabie saoudite ^b	4	5	9	7
Afrique du Sud ^{a, b}	10	21	31	24
Thaïlande ^c	5	5	10	10
Ukraine ^c	7	6	13	34
Viet Nam ^c	3	1	4	8

Note : a : Partenaire clé ; b : Pays du G20 ; c : Partenaire visé par un programme-pays ancien, actuel ou potentiel ; d : Pays candidats à l'adhésion.

1. S'agissant de la Fédération de Russie, l'OCDE a décidé le 24 février 2022 de réexaminer d'urgence toute coopération avec le pays. Le Conseil de l'OCDE a pris de premières décisions le 25 février 2022 [C/M(2022)3, point 67] et le 8 mars 2022, à savoir de suspendre avec effet immédiat la participation de la Fédération de Russie et du Bélarus au sein de tous les organes de l'OCDE et d'examiner la situation, le cas échéant [C/M(2022)4, point 73].

2. Ces chiffres prennent en compte les statuts d'Associé/de membre accordés conformément à la Résolution du Conseil sur les partenariats au sein des organes de l'OCDE [[C\(2012\)100/REV2/FINAL](#)], ainsi que les statuts de même type au sein de programmes de l'OCDE ou d'entités appartenant à la famille de l'OCDE, c'est-à-dire le Centre de développement, le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, l'Agence pour l'énergie nucléaire, le Forum international des transports, le Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle et le Comité directeur du Programme pour l'Enquête internationale sur l'enseignement et l'apprentissage. 3. Données relatives aux partenariats et aux adhésions en date du 16 avril 2024.

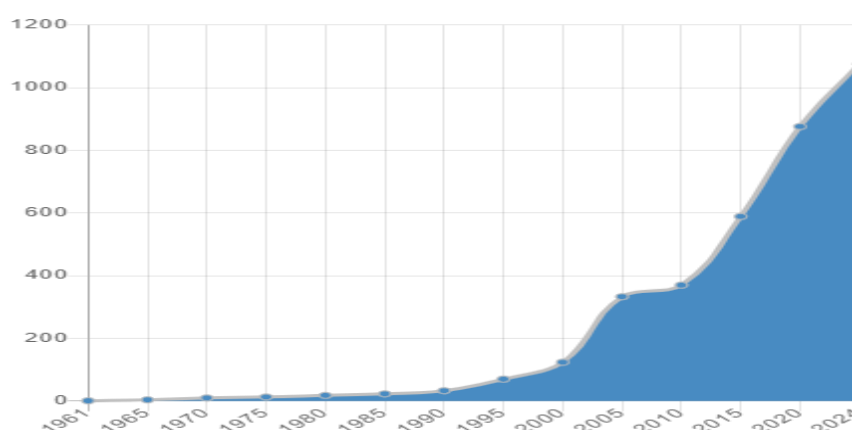
Adhésions

Le Graphique 1 illustre l'augmentation globale du nombre total d'adhésions de non-Membres, tous instruments juridiques de l'OCDE confondus, au cours de la décennie passée.

Les instruments juridiques de l'OCDE suivants sont ceux qui comptabilisent le plus grand nombre d'adhérences par les non-Membres :

- Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, telle qu'amendée par le Protocole de 2010 [[OECD/LEGAL/0382](#)] (87 non-Membres sont parties) ;
- Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices [[OECD/LEGAL/0432](#)] (49 non-Membres sont parties) ;
- Déclaration ministérielle d'Istanbul : Promouvoir la croissance des PME innovantes et compétitives sur le plan international [[OECD/LEGAL/0328](#)] (38 Adhérents non Membres) ;
- Décision du Conseil portant révision des Systèmes de l'OCDE pour la certification variétale ou le contrôle des semences destinées au commerce international [[OECD/LEGAL/0308](#)] (27 Adhérents non Membres) ;
- Déclaration sur le renforcement des PME et de l'entrepreneuriat au service de la productivité et de la croissance inclusive [[OECD/LEGAL/0439](#)] (17 Adhérents non Membres).

Graphique 1. Adhésion de non-Membres aux instruments juridiques de l'OCDE

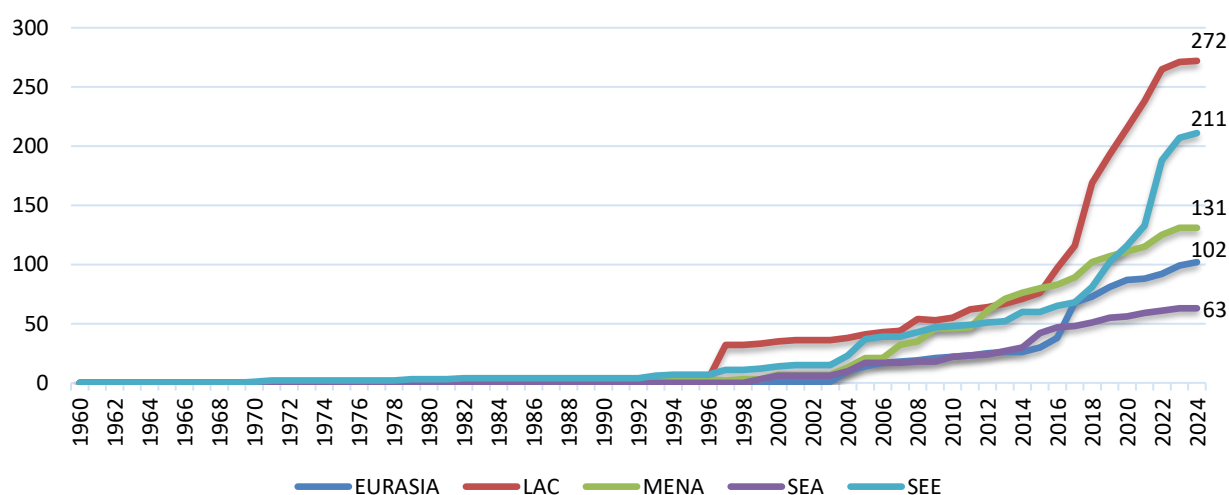


Source : Données de la Direction des affaires juridiques de l'OCDE (en date du 16 avril 2024)

La diffusion des normes et des bonnes pratiques de l'OCDE a augmenté à l'échelle mondiale ces dix dernières années, comme le montre l'adhésion accrue aux instruments juridiques de l'OCDE dans tous les programmes régionaux de l'Organisation. Le Graphique 2 illustre l'augmentation des adhésions de non-Membres aux instruments juridiques de

l'OCDE dans les Programmes régionaux⁹. Cela est en outre démontré par les constats de la deuxième phase du projet *Considérer la convergence des partenaires avec les normes de l'OCDE afin de favoriser l'adoption de règles du jeu équitables au niveau mondial* [ERC(2022)5/REV1], qui a évalué la convergence entre les pays partenaires¹⁰ et les normes de l'OCDE. La troisième phase de ce projet est prévue pour 2024.

Graphique 2. Adhésion de non-Membres aux instruments juridiques de l'OCDE par Programme régional



Source : Données de la Direction des affaires juridiques de l'OCDE (en date du 16 avril 2024)

Partenariats

Encourager l'engagement des pays partenaires et leur participation au sein des organes de l'OCDE facilite le dialogue mondial sur les politiques, ce qui, en retour, contribue à promouvoir l'adoption des normes de l'OCDE au-delà de ses Membres. Cela offre aux pays partenaires la possibilité de bénéficier d'un éclairage sur les politiques et de participer à des discussions avec les Membres de l'OCDE au sein des organes de l'Organisation. En tant que telle, la participation aux organes de l'Organisation constitue la pierre angulaire de l'engagement de l'OCDE auprès de ses pays partenaires.

À l'instar des adhésions, l'engagement des pays partenaires dans les organes de l'OCDE est géographiquement dispersé du fait de la diversité des pays partenaires invités à y participer. Le

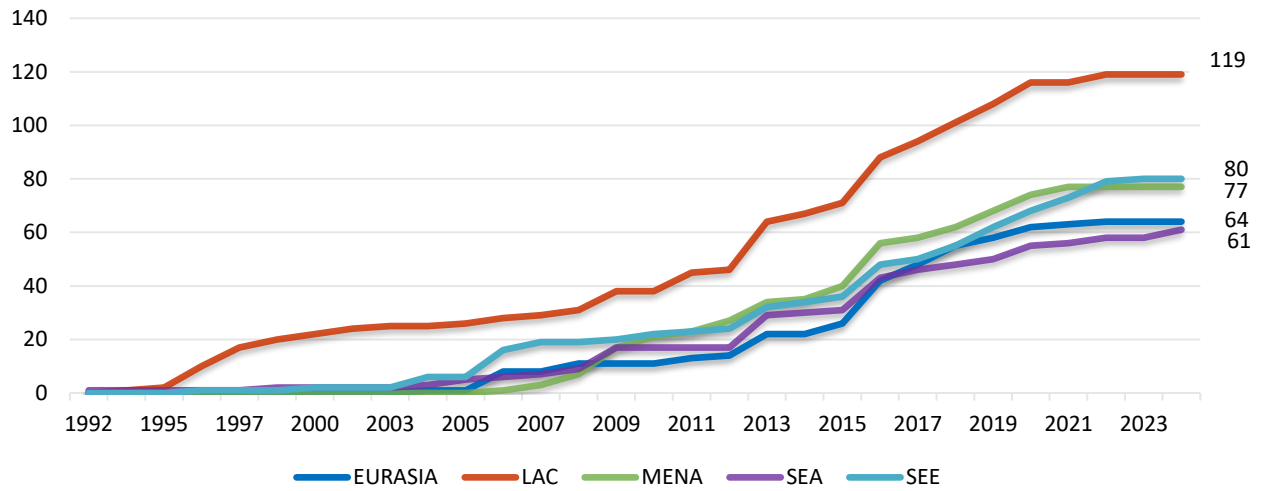
Graphique 3 souligne l'engagement croissant des pays partenaires prenant part aux Programmes régionaux de l'OCDE dans les organes de l'Organisation en qualité d'Associés/membres et de Participants.

⁹ Il convient de noter, lorsqu'on compare ces différentes évolutions, que les cinq Programmes régionaux complets rassemblent un nombre différent d'économies partenaires et ont tous été créés à des époques différentes.

¹⁰ Les pays inclus sont : Afrique du Sud, Argentine, Brésil, Bulgarie, République populaire de Chine, Croatie, Égypte, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Malaisie, Maroc, Pérou, Philippines, Roumanie, Singapour, Thaïlande et Viet Nam.

Graphique 3. Tendances des partenariats par région

Associés/membres et Participants



Source : Base de données des partenariats au sein des organes de l'OCDE (en date du 16 avril 2024)

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

RÉUNION DU CONSEIL DE L'OCDE AU NIVEAU DES MINISTRES 2024

www.ocde.org

OCDE Paris
2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16
Tél : +33 (0) 1 45 24 82 00